

# Données sociales 2007

## Sommaire

	Pages
<i>Avant-propos : conjoncture économique et éléments de synthèse</i> .....	3
✓ <b>La situation de l'emploi au 31 décembre 2007</b> .....	6
✓ <b>L'évolution de l'emploi</b> .....	12
✓ <b>L'état des salaires réels</b> .....	23
✓ <b>La formation professionnelle continue</b> .....	29
<i>Annexes : données chiffrées</i> .....	35

**Avant-propos :**  
**conjoncture économique**  
**et éléments de synthèse**

## L'activité des établissements de crédit spécialisés en 2007

Les établissements de crédit spécialisés<sup>1</sup> membres de l'ASF ont réalisé globalement en 2007 une **meilleure performance que l'année précédente** : les **nouveaux financements** se sont élevés à **105,6 Mds d'euros**, en augmentation de **+7,3%** par rapport à 2006, après +6% cette dernière année. Le montant des **opérations en cours** s'établit à **279,2 Mds d'euros** à fin décembre 2007, en progression de **+8,6%** sur douze mois, soit la plus forte croissance enregistrée depuis 1990. La **part de ces établissements** dans l'ensemble des crédits à l'économie destinés au secteur privé s'établit à fin 2007 à **17,5%** mais atteint près de 22% si l'on retient les seuls secteurs où ces établissements sont en concurrence effective avec les autres acteurs du marché. Cette part atteint **58% pour le crédit à la consommation** (crédits de trésorerie) et **25,6% pour les crédits d'investissement et de trésorerie aux entreprises et aux professionnels**.

- **Le crédit à la consommation** : Avec **44,7 Mds d'euros**, les nouveaux financements destinés à l'équipement des particuliers (automobiles et équipement du foyer) progressent de **+3,6%** par rapport à 2006. Les **nouvelles utilisations de crédits renouvelables** retrouvent en 2007, à **17,3 Mds d'euros**, très exactement leur niveau de l'année précédente, et constituent toujours la principale composante de la production (42% du total). Les **financements affectés** se contractent de **-1,3%** à **11,4 Mds d'euros**. Les **prêts personnels** progressent de **+11%** à **12,9 Mds d'euros**. Les investissements nouveaux en location avec option d'achat (pour l'essentiel consacrés au financement d'automobiles neuves) sont en hausse de **+15,5%** à **3,1 Mds d'euros**. Le montant global des **opérations en cours** s'élève à **82,1 Mds d'euros** à fin 2007, en augmentation de **+6,6%** sur les douze derniers mois.

- **Le financement de l'équipement des entreprises et des professionnels** : Les nouveaux financements sont en hausse de **+9,4%** à **26 Mds d'euros**, soit la plus forte croissance enregistrée depuis 1999. Les nouveaux investissements en **crédit-bail mobilier** progressent de **+7,3%** à **11,9 Mds d'euros**, soit un taux de croissance proche de la moyenne de la dernière décennie. Les opérations de **location sans option d'achat** croissent de **+7,5%** avec **10,2 Mds d'euros**. **2,2 Mds d'euros** de **crédits d'équipement classiques** ont été distribués, en hausse de **+28,6%** par rapport à 2006. Le montant global des **opérations en cours**, toutes activités confondues (immobilisations nettes en location de matériels et encours de crédit d'équipement classique) s'établit à **50,2 Mds d'euros** à fin décembre 2007, en augmentation de **+10,4%** sur les douze derniers mois.

- **Le financement de l'immobilier d'entreprise** : avec **14,6 Mds d'euros**, les financements des investissements immobiliers des entreprises et des professionnels sont en hausse de **+28,9%** par rapport à 2006, soit la plus forte progression en huit ans. Dans ce total, les engagements nouveaux des sociétés de **crédit-bail immobilier** (hors Sofergie) augmentent de **+13,5%** avec **4,6 Mds d'euros**. Les financements classiques (crédits à court terme aux promoteurs et marchands de biens et crédits à moyen et long terme) sont une nouvelle fois en forte hausse (**+38,4%** à **8,9 Mds d'euros**). Avec **49 Mds d'euros** à fin 2007, le montant global des **opérations en cours** croît de **+8,4%** sur douze mois.

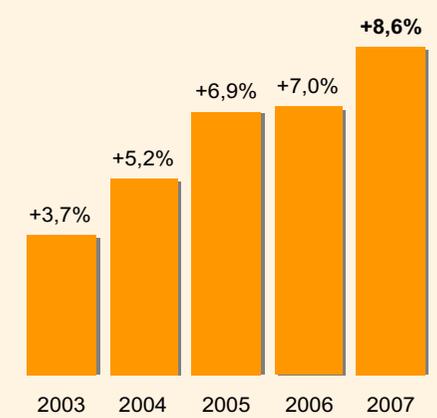
- **Le financement du logement** : après plusieurs années de vive croissance, les opérations de financement du logement marquent une pause (**+0,7%** à **20,3 Mds d'euros**). Au 31 décembre 2007, le montant des **opérations en cours** s'élevait à **73,5 Mds d'euros**, en hausse de **+7,4%** sur douze mois.

- **Les services financiers** : **121,7 Mds d'euros** de créances ont été prises en charge en 2007 par les **sociétés d'affacturage** (**+21,5%**). Le montant des engagements au hors-bilan des **sociétés de caution** s'établit à **156,5 Mds d'euros** à fin décembre 2007, en progression de **+16,8%** sur douze mois.

Production de l'année  
(variation annuelle)



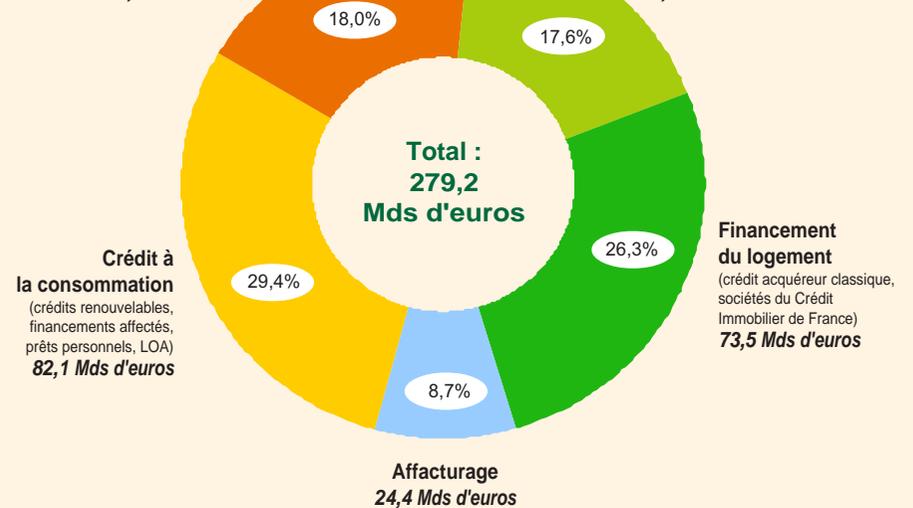
Opérations en cours en fin d'année  
(glissement sur douze mois)



Les divers types de financements des établissements de crédit spécialisés  
(opérations en cours au 31.12.2007\*, en milliards d'euros et % du total)

**Équipement des entreprises**  
(crédit-bail mobilier et autres opérations de locations de matériels, crédit d'équipement classique)  
**50,2 Mds d'euros**

**Immobilier d'entreprise**  
(crédit-bail immobilier, Sofergie, financements classiques à court, moyen et long terme)  
**49,0 Mds d'euros**



\* Non compris les engagements hors-bilan des sociétés de caution pour 156,5 Mds d'euros.

<sup>1</sup> Ensemble des adhérents de l'ASF (membres de droit, membres correspondants et membres affiliés).

## Emploi, salaires réels et formation professionnelle dans les sociétés financières : éléments de synthèse

### Emploi : la situation au 31 décembre 2007

- ✓ 340 entreprises<sup>1</sup> regroupent 27 500 salariés.
- ✓ 46% des salariés sont cadres.
- ✓ 61% des salariés sont des femmes.
- ✓ 43% des cadres sont des femmes.
- ✓ 33% des femmes sont cadres.
- ✓ L'âge moyen est de 38,1 ans.
- ✓ 20% des salariés ont moins de 30 ans, 60% moins de 40.
- ✓ L'ancienneté moyenne est de 9,7 ans.
- ✓ 5,7% des salariés sont titulaires d'un contrat à durée déterminée (CDD).

### Salaires réels

- ✓ Au 1er janvier 2008, 1 salarié sur 2 de la profession percevait un salaire annuel brut (hors prime d'ancienneté) supérieur à 29 983 euros.
- ✓ Ce salaire est de 26 312 euros pour les salariées femmes et de 40 000 euros pour les salariés hommes.
- ✓ A cette même date, les salaires réels moyens étaient supérieurs de 56% aux rémunérations minimales garanties conventionnelles.
- ✓ Cet écart est ramené à 15% si l'on considère les salaires réels moyens des 10% des salariés les moins rémunérés.
- ✓ Réalisée à niveau hiérarchique égal, la comparaison entre les salaires moyens du personnel masculin et ceux du personnel féminin fait apparaître un écart au bénéfice des salariés hommes. Au total, pour 60% de la population féminine, le salaire moyen est inférieur au salaire moyen des hommes pour une amplitude n'excédant pas 2,2%.

<sup>1</sup> Il s'agit des membres de droit et des membres affiliés de l'Association, dont le personnel est soumis aux dispositions de la convention collective des sociétés financières, non compris les membres correspondants, dont le personnel est hors du champ d'application de ladite convention.

### Emploi : l'évolution en 2007

- ✓ Progression des effectifs de +3,9% en 2007 (+3,7% pour les seuls contrats à durée indéterminée - CDI -). Taux d'évolution parmi les plus favorables enregistrés depuis 1999.
- ✓ L'évolution des effectifs est variable en fonction de l'activité dominante de la société : croissance supérieure à la moyenne dans le financement de l'équipement, les sociétés de crédits renouvelables et les prestataires de services d'investissement, quasi-stabilité dans l'affacturage et contraction des effectifs dans le financement de l'immobilier.
- ✓ Le taux d'embauche (embauches de l'année n / effectifs de l'année n-1) est de 12,1% pour l'ensemble des CDI. Il est de 14,6% pour les hommes et de 10,4% pour les femmes, de 10,3% pour les non-cadres et de 14% pour les cadres.
- ✓ La part des CDD est en léger recul (-0,4 point) à 5,7% fin 2007. 25,3% des CDD ont été transformés en CDI au cours de 2007.
- ✓ 2,2% de licenciements pour motifs économiques parmi les causes de fin de CDI (mais seulement 5% en nombre des sociétés regroupent 75% de ces cas).
- ✓ 2% des salariés non-cadres ont été promus cadres en 2007.

### Formation professionnelle continue : plan de formation et DIF

- ✓ Dépenses de formation : de 3% de la masse salariale en moyenne (-0,24 point par rapport à 2006), elles passent de 1,85% dans les sociétés de moins de 50 salariés à 3,17% dans celles de 500 salariés et plus.
- ✓ Le nombre d'heures-stagiaires est en léger recul (-3,1%), de même que la durée moyenne des stages (10 heures, -9,6%).
- ✓ 72% des salariés ont suivi au moins un stage de formation en 2007. En moyenne sur les trois dernières années, ce taux apparaît quasiment identique quel que soit le sexe ou la position hiérarchique (cadre ou non-cadre).

### Emploi : l'évolution sur longue période

- ✓ Progression de +85% de l'effectif de la profession au cours des trente dernières années.
- ✓ Sur cette même période, le taux annuel moyen de croissance s'établit globalement à +2,1%, dont +1,1% pour le personnel non-cadre et +4,3% pour le personnel cadre.
- ✓ Indice 346 en 2007 pour l'effectif cadres sur une base 100 en 1977 et 139 pour l'effectif non-cadres sur la même base.
- ✓ De 1982 à 2007, la part des cadres dans l'effectif total est passée de 26% à 46%. Au cours de la même période, chez les non-cadres, la part du personnel d'exécution (jusqu'au coefficient 180 compris) a été ramenée de 23,9% à 2,8% de l'effectif total.
- ✓ L'accroissement de la qualification est particulièrement marqué chez le personnel féminin : la proportion de femmes chez les cadres a été multipliée par 2,2 au cours des vingt-cinq dernières années (de 19,6% en 1982 à 42,9% en 2007), tandis que dans le même temps la part de cadres chez les femmes passait de 8,3% à 32,7%, soit un quasi-quadruplement.

- ✓ En moyenne sur les quinze dernières années, près de la moitié des formations (46%) est constituée de stages liés directement à l'activité de l'entreprise. A noter que la part des formations générales (expression, communication, langues vivantes ...) dans le total passe, sur la même période, de 16% à 26%.
- ✓ Le DIF se développe au sein des sociétés financières : dans 7 sociétés sur 10 une demande de DIF a été présentée en 2007. 8,5% des salariés ont été concernés. 91% des demandes ont été acceptées. 40% de ces demandes acceptées correspondaient à des thèmes de stages hors plan de formation de l'entreprise.

# 1

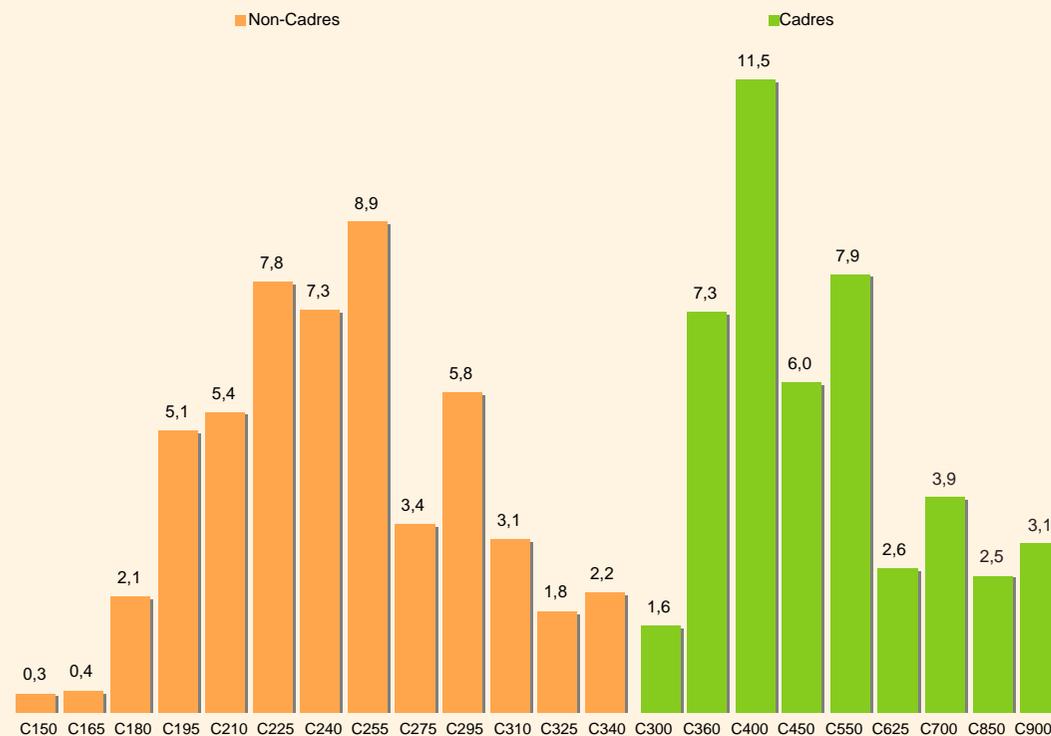
## **La situation de l'emploi au 31 décembre 2007**



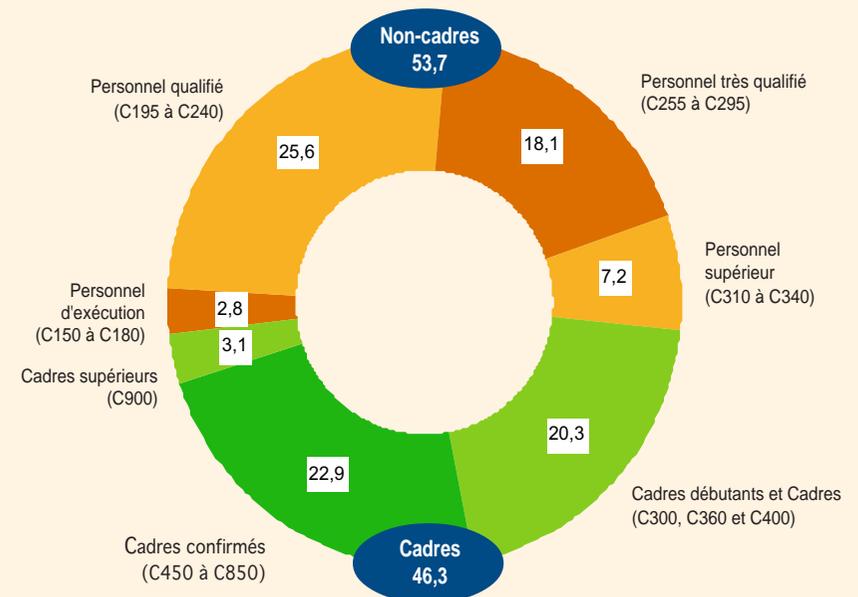
## La structure du personnel selon les coefficients et les catégories hiérarchiques de la convention collective

- **Haut niveau de qualification** confirmé pour les salariés de la profession : **46%** d'entre eux ont le statut de **cadre**, et la quasi-totalité (94%) des salariés non-cadres sont situés dans les catégories de personnel qualifié, très qualifié ou supérieur (coefficients hiérarchiques 195 à 340 de la convention collective).
- Les plus fortes concentrations de salariés se situent, pour les non-cadres, avec **26% de l'effectif total** (et 63% de l'effectif total des non-cadres), dans la zone des coefficients 195 à 240 correspondant au "**personnel qualifié**", et, pour les cadres, dans celle des coefficients 400 à 550 avec 25% de l'effectif (et 56% de l'effectif total des cadres).
- Deux coefficients hiérarchiques regroupent la part relative la plus élevée du personnel : en premier lieu le **coefficient 400** (position "cadre") avec 11,2% de l'effectif total de la profession (et 26% de l'effectif des seuls cadres), et le **coefficient 255** (non-cadre, niveau "personnel très qualifié") avec 8,6% de l'effectif total de la profession (et 15% de l'effectif des seuls non-cadres).

**Structure du personnel par coefficients hiérarchiques**  
(en % de l'effectif total)



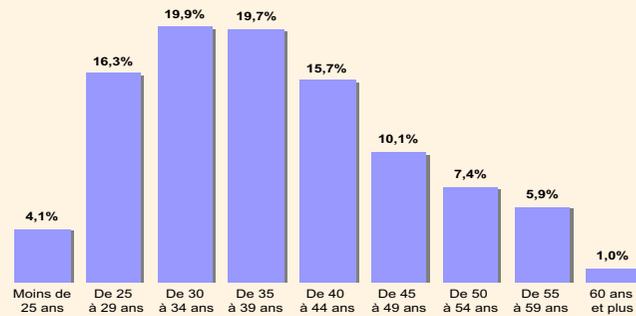
**Structure du personnel par catégories hiérarchiques**  
(en % de l'effectif total)



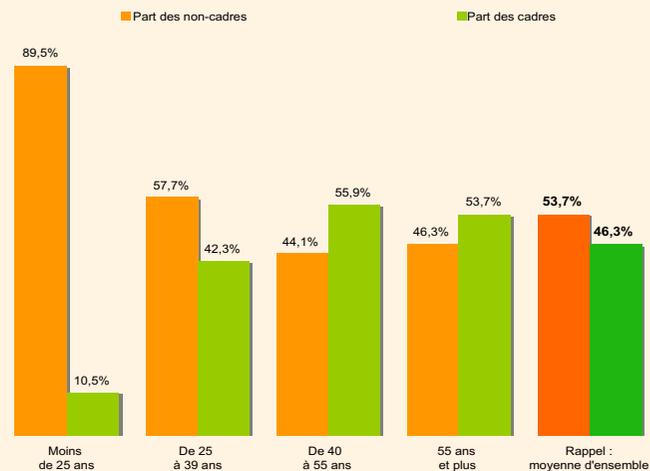
## La structure du personnel selon l'âge

- L'âge moyen est de **38,1 ans** pour l'ensemble du personnel (37,7 ans pour les femmes et 38,6 ans pour les hommes). **60% du personnel ont moins de 40 ans** (67% chez les non-cadres et 52% chez les cadres) et 40% sont trentenaires.
- L'âge en relation avec le positionnement hiérarchique : la proportion de cadres augmente à mesure que l'âge s'accroît avant de tendre à se stabiliser au-delà de 40 ans. Cette proportion passe ainsi de 10,5% chez les salariés de moins de 25 ans à environ 55% chez ceux de 40 ans et plus.

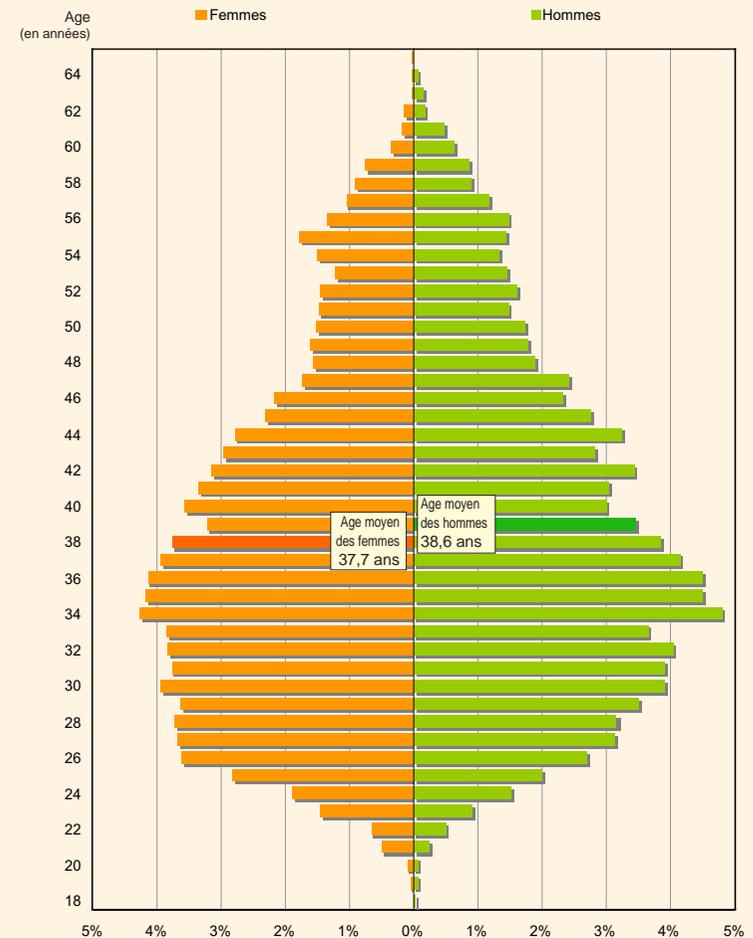
**Structure de l'ensemble du personnel**  
(en % de l'effectif total)



**Age et positionnement hiérarchique**  
(en % de l'effectif de chaque tranche d'âge)



**Pyramide des âges par sexes**  
(en % de l'effectif total de chaque sexe)

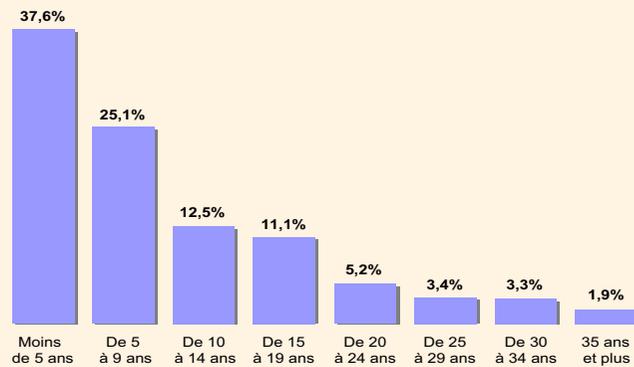


## La structure du personnel selon l'ancienneté

- L'**ancienneté moyenne** est de **9,7 ans** pour l'ensemble du personnel (10,4 ans pour les femmes et 8,7 ans pour les hommes). **63% du personnel ont moins de 10 ans d'ancienneté** (64% chez les non-cadres et 61% chez les cadres).
- L'**ancienneté en relation avec le positionnement hiérarchique** : la proportion de cadres pour une tranche d'ancienneté donnée augmente à mesure que cette ancienneté s'accroît (de 44,2% pour les moins de 5 ans d'ancienneté à 50,2% pour la tranche de 15 à 25 ans) avant de diminuer sensiblement pour les salariés de plus de 25 ans d'ancienneté (39,4% de cette tranche d'ancienneté).

### Structure de l'ensemble du personnel

(en % de l'effectif total)



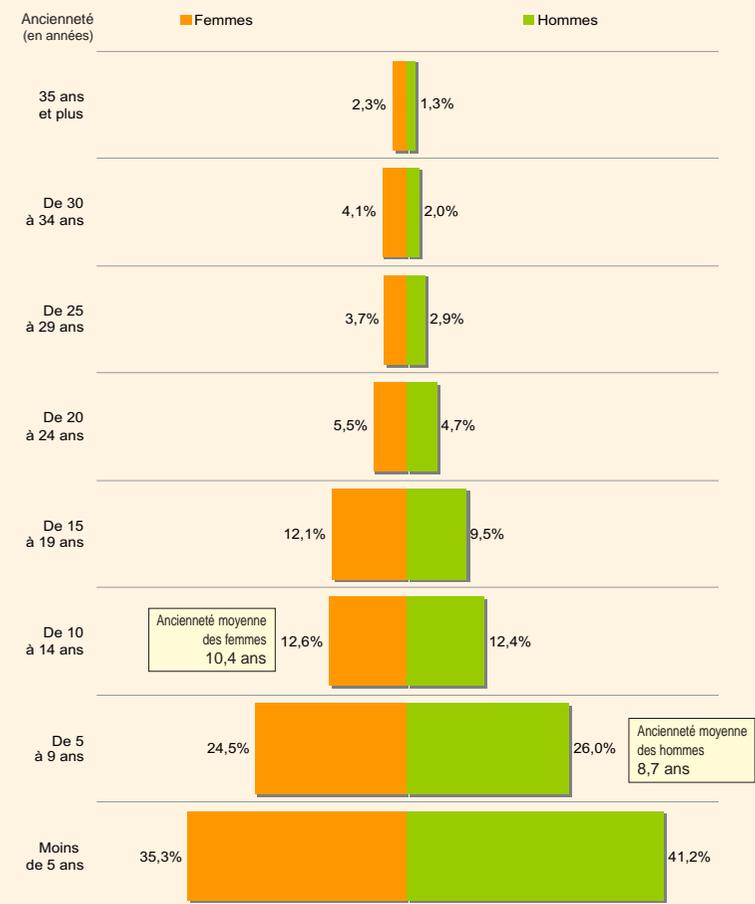
### Ancienneté et positionnement hiérarchique

(en % de l'effectif de chaque tranche d'ancienneté)



### Structure de l'ancienneté par sexes

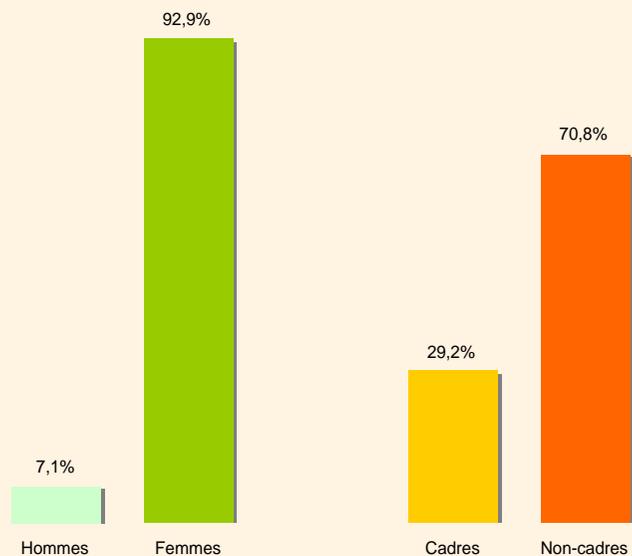
(en % de l'effectif total de chaque sexe)



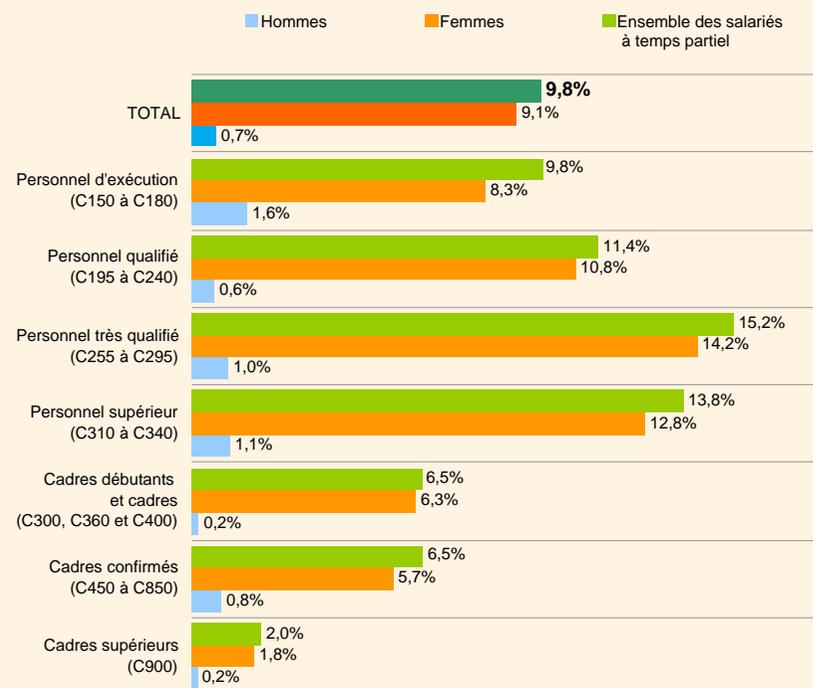
## Les salariés à temps partiel

- Les salariés à temps partiel représentent **9,8% de l'effectif total**. Cette proportion croît à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie jusqu'à la catégorie du personnel très qualifié (coefficients 255 à 295) où elle culmine à 15,2% de l'effectif total de cette catégorie, puis elle diminue, de façon particulièrement nette chez les cadres (6,5% de l'effectif pour les cadres et cadres confirmés et 2% chez les cadres supérieurs).
- Une analyse par sexes montre que les femmes composent la part de loin la plus importante chez les salariés à temps partiel : **pour 100 salariés à temps partiel, 93 sont des femmes** et 7 des hommes, mais cette dernière proportion s'élève jusqu'à 16% pour le personnel d'exécution (coefficients 150 à 180).
- Une analyse en fonction du positionnement hiérarchique montre que **pour 100 salariés à temps partiel, 71 sont des non-cadres** (dont 58 dans les catégories de personnel qualifié et très qualifié, soit les coefficients 195 à 295), et 29 des cadres.

**Les salariés à temps partiel selon le sexe et le positionnement hiérarchique**  
(en % du total des salariés à temps partiel)



**Part des salariés à temps partiel selon le sexe et la catégorie hiérarchique**  
(en % de l'effectif total de chaque catégorie hiérarchique)



# 2

## L'évolution de l'emploi

## Les flux d'effectifs en 2007 : données chiffrées de base

Caractéristiques techniques <i>Données établies sur la base d'un échantillon de 149 sociétés, dont 86 disposant de personnel en propre (20 024 salariés au 31.12.2007, soit près des 3/4 de l'effectif total de la profession), 47 sans personnel et 16 ne disposant pas de personnel en propre.</i>	Personnel masculin			Personnel féminin			Ensemble du personnel		
	Hommes non-cadres	Hommes cadres	Total hommes	Femmes non-cadres	Femmes cadres	Total femmes	Total non-cadres	Total cadres	Total général
<b>1 L'effectif au 31.12.2006</b>	<b>2 494</b>	<b>4 982</b>	<b>7 476</b>	<b>8 083</b>	<b>3 719</b>	<b>11 802</b>	<b>10 577</b>	<b>8 701</b>	<b>19 278</b>
- Salariés titulaires d'un CDD	323	52	375	760	45	805	1 083	97	1 180
- Salariés titulaires d'un CDI	2 142	4 928	7 070	7 205	3 674	10 879	9 347	8 602	17 949
- Autres types de contrats (1)	29	2	31	118	0	118	147	2	149
<b>2 Les entrées du 1.1.2007 au 31.12.2007</b>	<b>1 390</b>	<b>779</b>	<b>2 169</b>	<b>3 490</b>	<b>566</b>	<b>4 056</b>	<b>4 880</b>	<b>1 345</b>	<b>6 225</b>
- Par CDD	681	62	743	1 448	51	1 499	2 129	113	2 242
- Par CDI	322	713	1 035	637	492	1 129	959	1 205	2 164
- Par autres types de contrats (1)	387	4	391	1 405	23	1 428	1 792	27	1 819
<b>3 Les sorties du 1.1.2007 au 31.12.2007</b>	<b>1 235</b>	<b>626</b>	<b>1 861</b>	<b>3 188</b>	<b>430</b>	<b>3 618</b>	<b>4 423</b>	<b>1 056</b>	<b>5 479</b>
- Pour fin de CDD	587	52	639	1 203	48	1 251	1 790	100	1 890
- Dont fin de CDI	286	569	855	677	364	1 041	963	933	1 896
. Démission	166	280	446	345	165	510	511	445	956
. Licenciement(s) pour motif économique	4	13	17	16	8	24	20	21	41
. Licenciement(s) pour autre(s) motif(s)	40	94	134	85	51	136	125	145	270
. Mise et/ou départ en retraite ou préretraite	10	35	45	51	27	78	61	62	123
. Autres causes de fin de CDI (2)	66	147	213	180	113	293	246	260	506
- Pour fin d'autres types de contrats (1)	362	5	367	1 308	18	1 326	1 670	23	1 693
<b>4 L'effectif au 31.12.2007</b>	<b>2 568</b>	<b>5 216</b>	<b>7 784</b>	<b>8 243</b>	<b>3 997</b>	<b>12 240</b>	<b>10 811</b>	<b>9 213</b>	<b>20 024</b>
- Salariés titulaires d'un CDD	331	41	372	744	29	773	1 075	70	1 145
- Salariés titulaires d'un CDI	2 185	5 174	7 359	7 292	3 964	11 256	9 477	9 138	18 615
- Autres types de contrats (1)	52	1	53	207	4	211	259	5	264

(1) Salariés titulaires d'un contrat de travail temporaire (intérimaires).

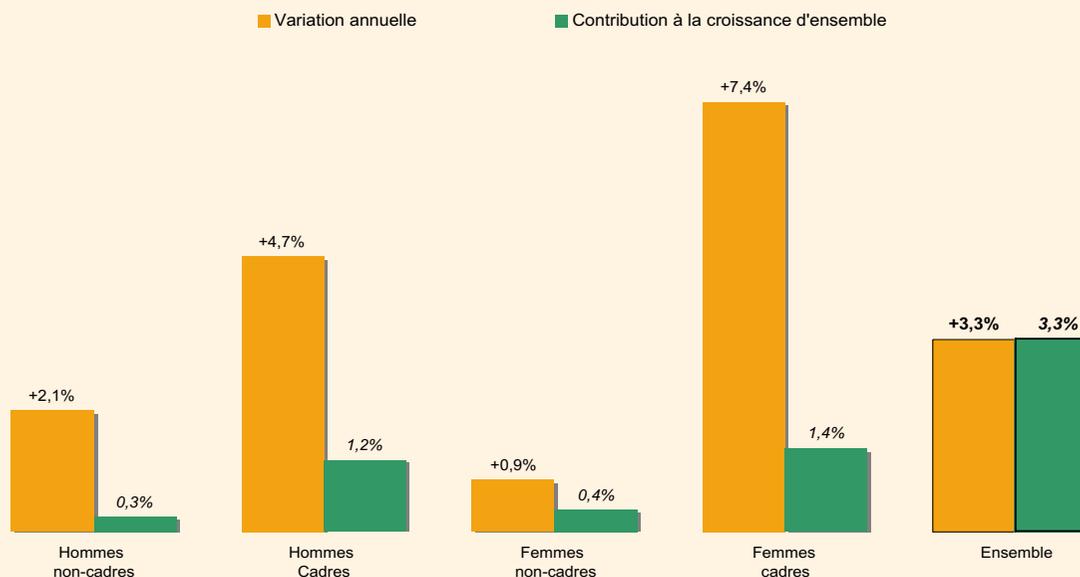
(2) Décès, mutations intra-groupes (hors secteur ASF) ...

## Analyse d'ensemble des flux d'effectifs en 2007

- Tous contrats confondus, les effectifs progressent de **+3,9%** en 2007, soit un **taux dévolution très proche de celui de ceux des deux années précédentes** (+4% en 2006 et +4,1% en 2005) **et parmi les plus favorables enregistrés depuis 1999**. Hors intérimaires, la progression est de +3,3%, et elle s'établit à **+3,7% pour les seuls contrats à durée indéterminée (CDI)**.
- Le **taux d'embauche<sup>1</sup>** est de **12,1%** pour l'ensemble des CDI, il est de 14,6% pour les hommes et de 10,4% pour les femmes, de 10,3% pour les non-cadres et de 14% pour les cadres.
- **57% en nombre des sociétés enregistrent une hausse de leurs effectifs** (de +7,2% en moyenne), 28% des sociétés voient leurs effectifs baisser (en moyenne de -3,4%), 15% des sociétés ont un effectif stable.
- La **progression des effectifs** (hors intérimaires) est plus rapide chez les **hommes (+3,8%)** que chez les **femmes (+3%)**, et chez les **cadres (+5,9%)** que chez les **non-cadres (+1,2%)**. La **catégorie la plus dynamique** est celle des **femmes cadres**, dont l'effectif représente **20% de l'effectif total**, mais dont la progression atteint +7,4% en 2007, assurant ainsi à elles seules une contribution à la croissance d'ensemble de 1,4 point, soit **43% de la croissance totale**.

### Evolution des effectifs et contributions à la croissance des différentes catégories de personnel

(tous contrats confondus, hors intérimaires)



<sup>1</sup> Embauches de l'année n sur effectifs de l'année n-1.

# L'incidence de la taille de la société et du type d'activité exercé sur l'évolution des effectifs en 2007

## L'incidence de la taille de la société

La progression des effectifs est générale mais la hausse est plus ou moins accentuée selon la taille des sociétés en nombre de salariés :

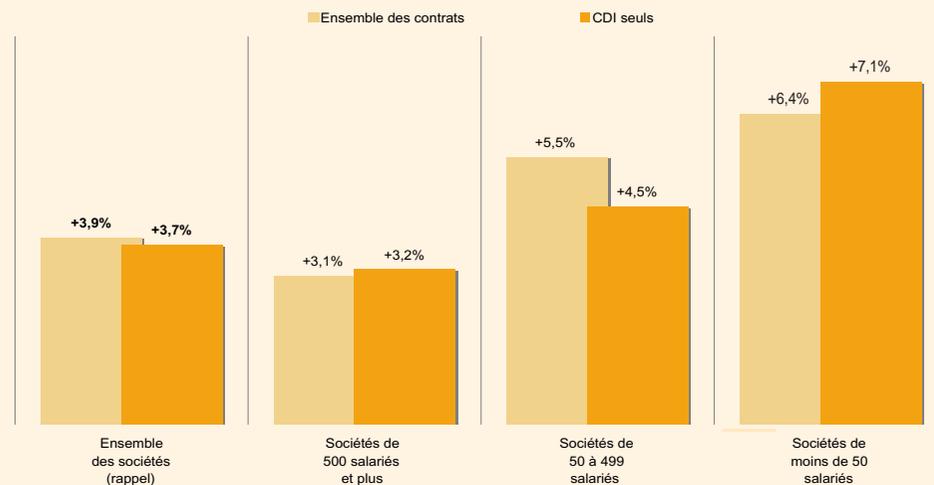
- Dans les sociétés de **500 salariés et plus** (68% de l'effectif total et en moyenne 1243 salariés par établissement), les effectifs (tous contrats confondus) progressent de **+3,9%** (et de +3,7% pour les seuls CDI). 64% en nombre des entreprises de cette catégorie enregistrent une hausse de leurs effectifs (+5,4% en moyenne), 36% un recul (en moyenne de -1,6%).
- Dans les sociétés de **50 à 499 salariés** (28% de l'effectif total et en moyenne 170 salariés par établissement), les effectifs (tous contrats confondus) progressent de **+5,5%** (et de +4,5% pour les seuls CDI). 79% en nombre des entreprises de cette catégorie enregistrent une hausse de leurs effectifs (en moyenne de +9,8%), 21% un recul (-8,4% en moyenne).
- C'est dans les sociétés de **moins de 50 salariés** (4% de l'effectif total et en moyenne 17 salariés par établissement) que la progression des effectifs est la plus forte : tous contrats confondus, ils progressent de **+6,4%** (et +7,1% pour les seuls CDI). 38% en nombre des entreprises de cette catégorie enregistrent une hausse de leurs effectifs (+25,2% en moyenne), 31% un recul (-10% en moyenne) et pour 31% d'entre elles, l'effectif demeure stable.

## L'incidence du type d'activité exercé

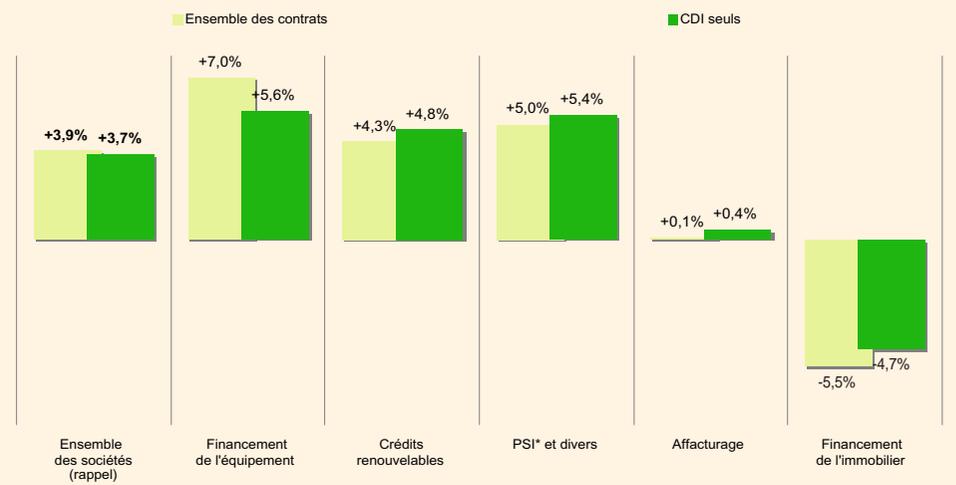
L'évolution varie selon le type d'activité exercé :

- Dans les sociétés spécialisées dans le **financement de l'équipement**, les effectifs (32% du total) progressent de **+7%** tous contrats confondus. 74% en nombre des entreprises du secteur enregistrent une hausse de leurs effectifs (+10,6% en moyenne), 22% un léger recul (-1,4%) et, pour 4% d'entre elles, l'effectif est stable.
- Dans les sociétés spécialisées dans les **crédits renouvelables**, les effectifs (28% du total) progressent de **+4,3%** tous contrats confondus. Toutes les entreprises du secteur enregistrent une hausse de leurs effectifs.
- Chez les **prestataires de services d'investissement et autres activités diverses**, les effectifs (19% du total) progressent de **+5%** tous contrats confondus. 46% des entreprises du secteur enregistrent une hausse de leurs effectifs (+7,5%), 31% une baisse (-5,3%) et 23% sont stables en termes d'effectifs.
- Dans les sociétés spécialisées dans l'**affacturation**, les effectifs (13% du total) sont quasiment stables (**+0,1%**, tous contrats confondus). 60% des entreprises du secteur enregistrent une hausse de leurs effectifs (+6,8% en moyenne), 30% une baisse (-2,2%) et, pour 10%, l'effectif est stable.
- Les sociétés spécialisées dans l'**immobilier** (8% de l'effectif total) sont les seules à enregistrer, en moyenne, une baisse des effectifs (**-5,5%** tous contrats confondus). 40% des entreprises du secteur enregistrent une telle baisse -6,5%), 30% une hausse (+23,1%) et également 30% une stabilité.

L'évolution des effectifs en 2007 selon la taille des sociétés



L'évolution des effectifs en 2007 selon le type d'activité des sociétés

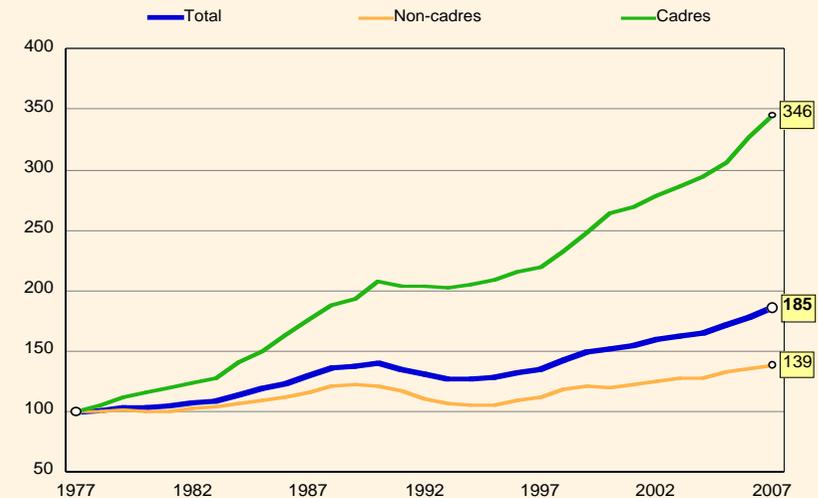


\* Prestataires de services d'investissement.

## L'évolution des effectifs sur longue période

- Sur les **trente dernières années**, l'effectif de la profession aura progressé globalement de **+85%**, résultat de vingt-six années de hausse (avec +2,9% l'an en moyenne, dont dix années avec un taux de croissance proche ou supérieur à 4%) qui ont donc plus que compensé la période de recul des années 1991 / 1994 (-10% en quatre ans). **En moyenne sur la période, le taux annuel de croissance est de +2,1%**.
- Sur une base **100 en 1977**, l'effectif des **salariés non-cadres** s'inscrit à **139 en 2007**. Après le sévère repli des années 1990 / 1995 (-15%) et la légère baisse enregistrée en 2000, il progresse en moyenne de +2,1% l'an depuis 2001. Sur les trente dernières années, le **taux moyen annuel de croissance** demeure positif, à **+1,1%**.
- Sur la même base **100 en 1977**, l'effectif des **salariés cadres** atteint **346 en 2007**. Sur cette période de trente années, seules deux auront marqué une légère contraction (1991 et 1993). Sur l'ensemble de cette période, le **taux moyen annuel de croissance** atteint **+4,3%**.
- Dans la période récente (2003/2007), et malgré un très léger ralentissement, on note que les trois dernières années enregistrent un taux moyen de croissance de près du double de celui de la période 1977/2007 (respectivement +4% et +2,1%).

L'évolution des effectifs des sociétés financières de 1977 à 2007  
(Indice base 100 en 1977)



L'évolution récente de l'ensemble des effectifs  
(Taux annuels de variation des cinq dernières années)



## L'évolution quantitative et qualitative de l'emploi au cours des dix dernières années

**4 indicateurs** ont été retenus : sur le plan quantitatif, l'évolution des effectifs (contrats à durée indéterminée - CDI - et à durée déterminée - CDD - confondus), et, sur le plan qualitatif, l'évolution de la proportion de salariés cadres, celle des licenciements économiques dans le total de la fin des CDI et enfin l'évolution du taux d'embauche.

- **L'évolution annuelle des effectifs** (CDI et CDD confondus) : le taux annuel d'évolution des effectifs est demeuré positif tout au long de la dernière décennie. La tendance a été celle d'une forte accélération à la fin des années 90, suivie d'un ralentissement puis d'un palier précédant une nouvelle phase de hausse accentuée au cours des trois dernières années.

- **L'évolution du taux d'encadrement** : la part des cadres dans l'effectif total s'accroît de façon régulière tout au long de la période, exception faite d'une brève période de stabilisation au début des années 2000. Le taux d'encadrement moyen dans la profession aura en définitive gagné 8 points au cours des dix dernières années (de 37% à 45%).

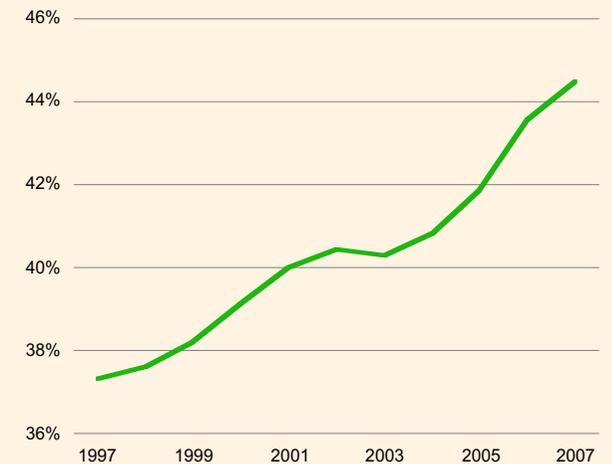
- **L'évolution de la part des licenciements économiques** : la part des licenciements pour motifs économiques dans le total des fins de contrats à durée indéterminée s'est considérablement réduite jusqu'au début des années 2000 où un léger ressaut a précédé une nouvelle baisse et une stabilisation à bas niveau (de l'ordre de 2% à 2,5%) ces trois dernières années.

- **L'évolution du taux d'embauche** : une forte hausse permet au taux d'embauche de culminer en moyenne à près de 15% au début des années 2000, avant un repli marqué précédant une nouvelle remontée ces dernières années.

Evolution annuelle des effectifs\* (CDI et CDD)



Evolution de la part des cadres\* (en % de l'effectif total)



Evolution de la part des licenciements économiques\* (1)



Evolution du taux d'embauche\* (2)



\* Il s'agit d'informations en termes de tendance : les données graphiques sont des moyennes mobile sur trois ans.

(1) Part des licenciements pour motifs économiques dans le total des fins de CDI.

(2) Embauches CDI de l'année n / effectifs CDI de l'année n-1.

## L'emploi au cours des dix dernières années : l'évolution moyenne des 4 indicateurs par types d'activités

La moyenne décennale (1997/2007) de chacun des quatre indicateurs retenus (taux d'évolution annuelle des effectifs - pour les CDI seuls et tous contrats confondus -, taux d'encadrement, part des licenciements économiques dans les fins de CDI, part des CDD dans l'effectif total, taux d'embauche) a été calculée pour l'ensemble de la profession ainsi que pour chacune des **cinq grandes catégories d'établissements définies selon l'activité principale exercée** (financement de l'équipement - ou FE -, crédits renouvelables - ou CR -, maisons de titres, autres PSI et divers - ou MT -, affacturage - ou AFF - et financement de l'immobilier - ou FI -). On notera que cette moyenne peut recouvrir des évolutions dans le temps parfois très différenciées.

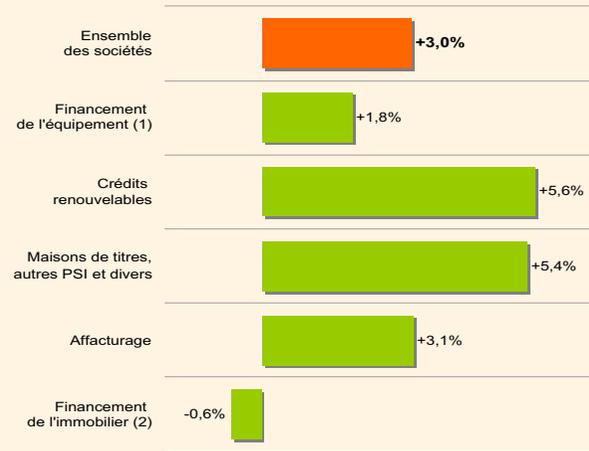
- Le taux annuel moyen d'**évolution des effectifs** (CDI et CDD) de l'ensemble de la profession s'établit à **+3%**. Très nettement supérieur pour deux catégories d'établissements (MT à +5,4% et CR à +5,6%), il est très proche de la moyenne pour AFF (+3,1%), inférieur pour FE (+1,8%) et négatif pour FI (-0,6%). Les données sont quasiment identiques si l'on considère les seuls CDI.

- Le **taux d'encadrement** moyen ressort à **41%** pour la période retenue. Il est supérieur à la moyenne pour trois catégories d'établissements (MT à 59,3%, FI à 44,8% et FE à 44,3%) et inférieur pour les deux autres (36,7% pour AFF et 28,7% pour CR).

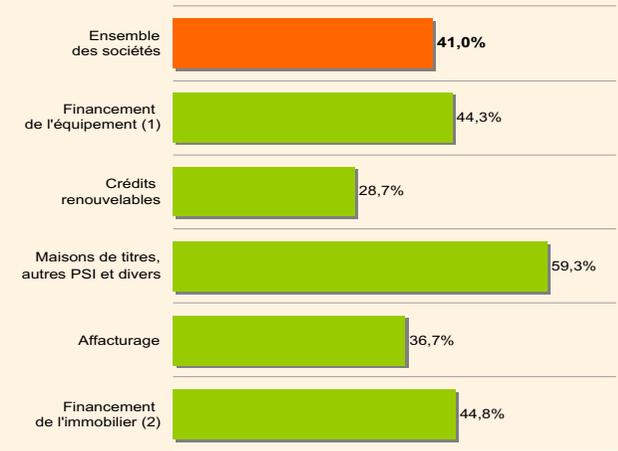
- La proportion moyenne de **licenciements économiques** est de **5,5%** du total des fins de CDI. Le taux est supérieur pour deux catégories (FE à 8,3% et FI à 7%), quasiment égal pour les MT (5,8%) et très inférieur pour les deux autres catégories (AFF à 1,1% et CR à 0,6%).

- Le **taux d'embauche** moyen est de **11,5%**. Il est supérieur pour deux catégories (MT à 17,4% et AFF à 12,8%), très proche de la moyenne pour une autre (FE à 11,3%) et légèrement inférieur à celle-ci pour les deux dernières (FI à 10,1% et CR à 9,6%).

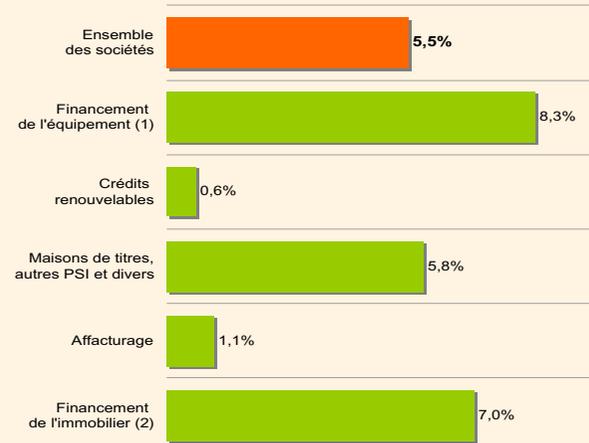
Evolution annuelle des effectifs\* (CDI et CDD)



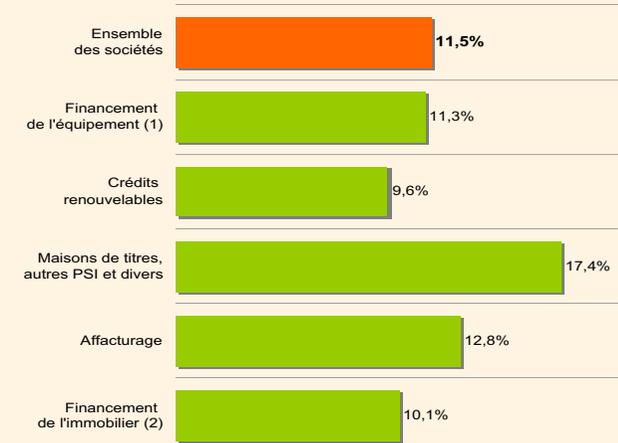
Evolution de la part des cadres\* (en % de l'effectif total)



Evolution de la part des licenciements économiques\* (1)



Evolution du taux d'embauche\* (2)



(1) Sociétés spécialisées dans le financement de l'équipement des particuliers (crédit à la consommation par voie de financements affectés, de prêts personnels et de LOA), hors crédits renouvelables, et des entreprises (crédits d'équipement classiques, crédit-bail mobilier et autres opérations de location de matériels).

(2) Sociétés spécialisées dans le financement de l'immobilier d'entreprise (crédit-bail immobilier et financements classiques) et dans le financement du logement.

(3) Part des licenciements pour motifs économiques dans le total des fins de CDI.

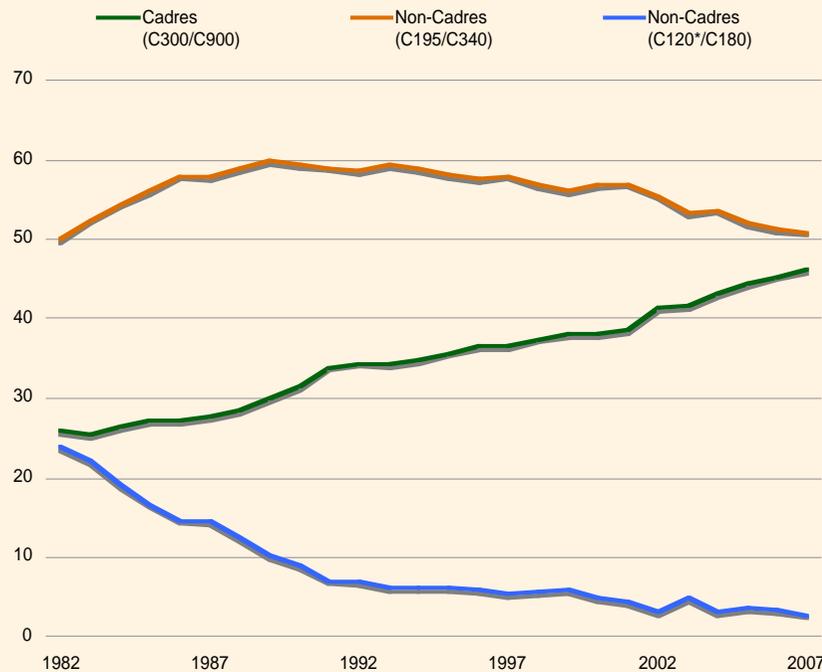
(4) Embauches CDI de l'année n / effectifs CDI de l'année n-1.

## 25 ans d'évolution de la qualification d'ensemble du personnel (1982 / 2007)

- Au cours des vingt-cinq dernières années, c'est l'**accroissement régulier de la qualification d'ensemble du personnel** qui caractérise l'évolution du personnel de la profession.
- Cet accroissement est tout d'abord visible dans la forte hausse de la **proportion de cadres** dans l'effectif total, qui passe, de 1982 à 2007, selon un rythme constant d'augmentation, **de 26% à 46%**.
- Durant cette même période, au sein de la catégorie des non-cadres, la part de l'effectif du **personnel d'exécution** (jusqu'au coefficient 180 compris) a été divisée par près de 9, ramenée de 23,9% de l'effectif total à 2,8%.
- Enfin, la part du personnel non-cadre qualifié, très qualifié et supérieur (coefficients 195 à 340), après s'être accrue jusqu'à 60% en 1989, s'érode depuis cette date, s'établissant en 2007 à 51%, soit un taux très proche de celui de 1982.

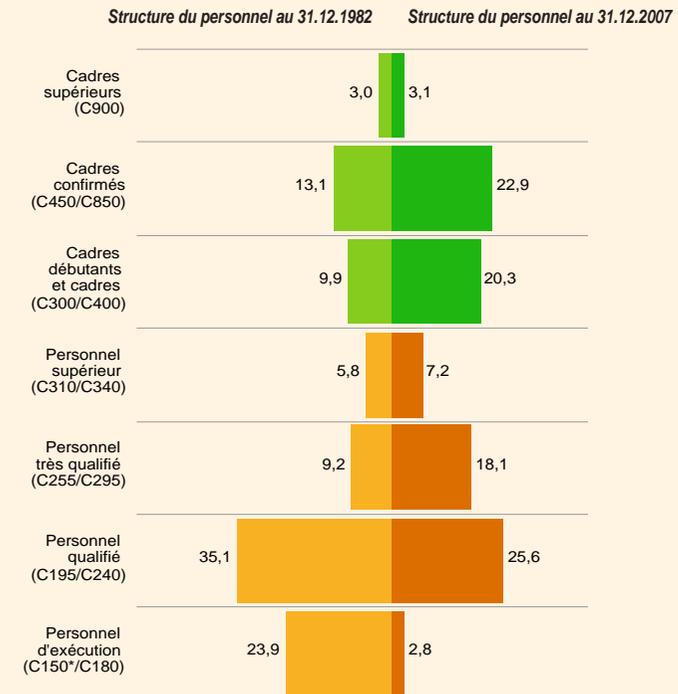
### Evolution de la part des grandes catégories de salariés (1982 / 2007)

(en % de l'effectif total)



### Evolution de la structure des effectifs (1982 / 2007)

(en % de l'effectif total, par catégories hiérarchiques de la convention collective)



\* Le premier coefficient du personnel d'exécution était C120 en 1982. Il est devenu C135 en 1994 puis C150 en 2001.

## 25 ans d'évolution de la qualification du personnel selon le sexe (1982 / 2007)

• Dans une situation générale caractérisée par une **qualification accrue de l'ensemble du personnel** sur la période 1982 / 2007, la qualification des femmes demeure encore aujourd'hui moindre que celle des hommes mais l'évolution va dans le sens d'une forte réduction de cet écart grâce aux **progrès très sensibles réalisés chez le personnel féminin**.

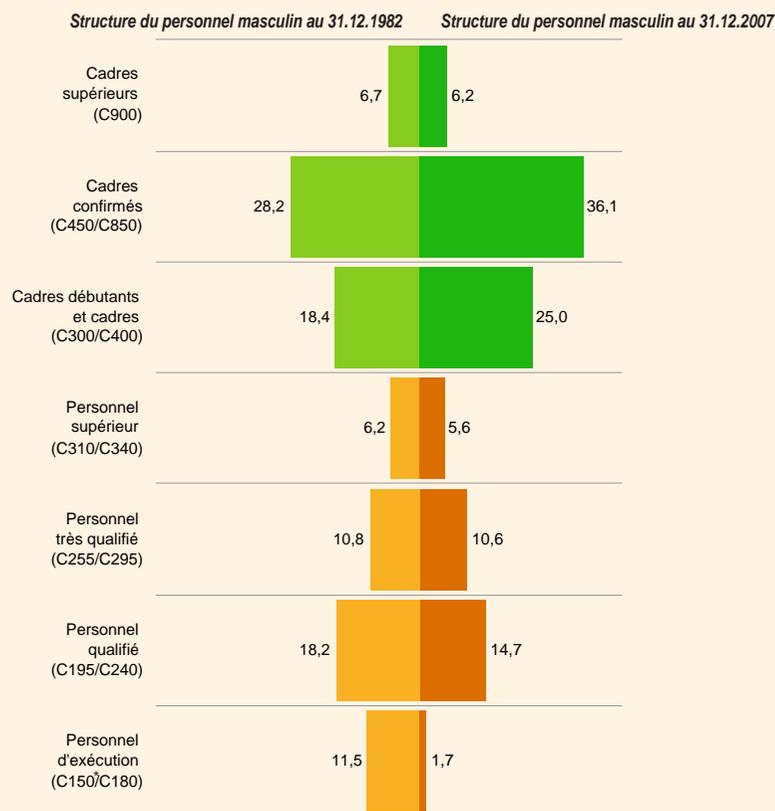
• Ainsi, pour les hommes, la part du personnel d'exécution (coefficients 150 à 180) passe de 11,5% du total de l'effectif en 1982 à 1,7% en 2007 pendant que pour les femmes cette même part est divisée par près de 10 sur la même période, ramenée de 32,1% à 3,5%. L'évolution est également spectaculaire pour la catégorie immédiatement supérieure : pour le personnel qualifié (coefficients 195 à 240), la proportion

passé de 18,2% à 14,7% pour les hommes alors qu'elle chute de 45,8% à 32,7% pour les femmes. La part du personnel féminin située dans les deux premières catégories hiérarchiques (C150 à C240) a ainsi été ramenée de 78% en 1982 à 36% en 2007, alors que pour les hommes, cette même proportion passait de 30% à 16%.

• Concernant les cadres, la situation est également beaucoup plus évolutive pour les femmes : sur la même période 1982/2007, la proportion de cadres chez les femmes est multipliée environ par 4 pour les cadres débutants et cadres (coefficients 300, 360 et 400), passant de 4,5% à 17,3%, ainsi que pour les cadres confirmés (de 3,4% à 14,4%).

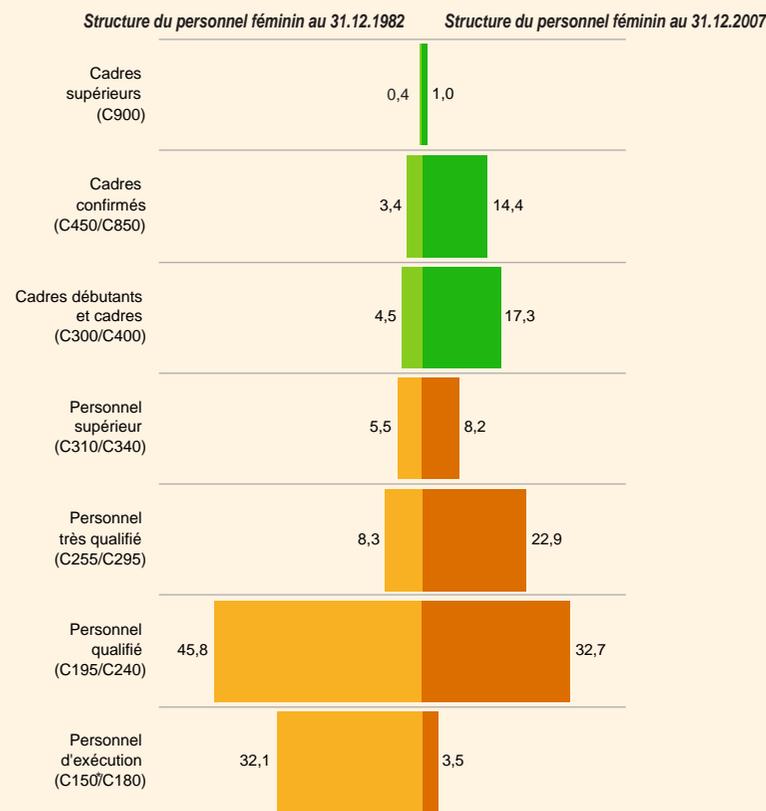
### Evolution de la structure du personnel masculin de 1982 à 2007

(en % de l'effectif masculin total, par catégories hiérarchiques de la convention collective)



### Evolution de la structure du personnel féminin de 1982 à 2007

(en % de l'effectif féminin total, par catégories hiérarchiques de la convention collective)



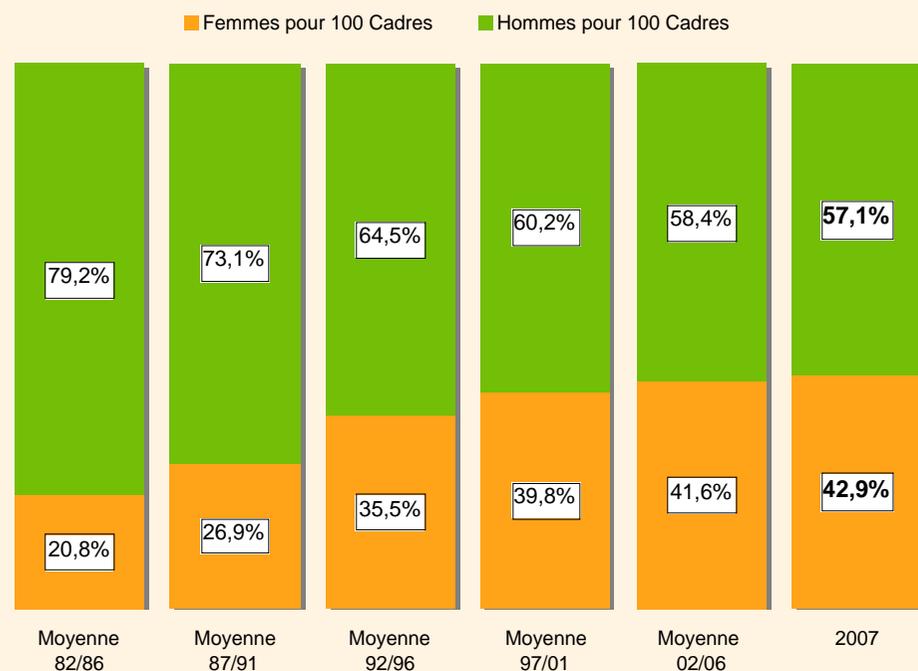
\* Le premier coefficient du personnel d'exécution était C120 en 1982. Il est devenu C135 en 1994 puis C150 en 2001.

## 25 ans d'évolution de la qualification du personnel féminin (1982 / 2007)

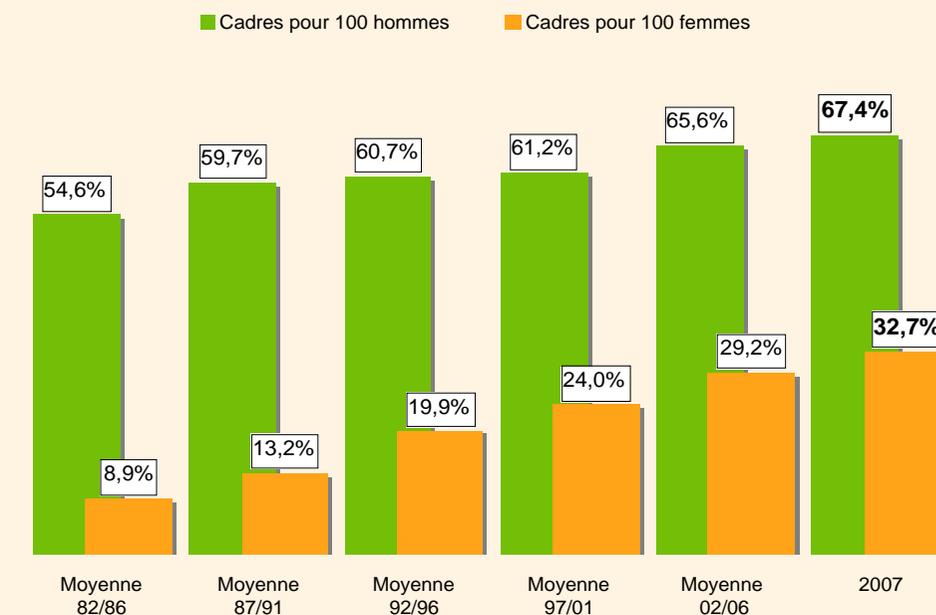
L'évolution est celle d'un **accroissement constant de la qualification** du personnel féminin au cours des vingt-cinq dernières années :

- Passant de 19,6% en 1982 à **42,9% en 2007**, la **part des femmes dans la population cadre** a ainsi été **multipliée par 2,2 en vingt-cinq ans**. De 1984 à 2007, cette part passe de 32% à 52% chez les cadres débutants et cadres (C300 à C400), ce qui signifie qu'en 2007, dans cette catégorie, plus d'1 cadre sur 2 est une femme ; elle s'accroît au cours de la même période de 17% à 38% chez les cadres confirmés (C450 à C850) et enregistre la plus forte progression dans la catégorie des cadres supérieurs, où elle est multipliée par 4 (de 5% à 20%).
- La **proportion de cadres chez les femmes** a, au cours de la même période, été **multipliée par près de 4**, passant de 8,3% à 32,7%, soit +24,4 points, alors que chez les salariés hommes, cette part a progressé de 53,3% à 67,4%, soit +14,1 points.

**Evolution de la part des cadres dans les populations masculine et féminine**  
(en % de l'effectif total de la population de chaque sexe)



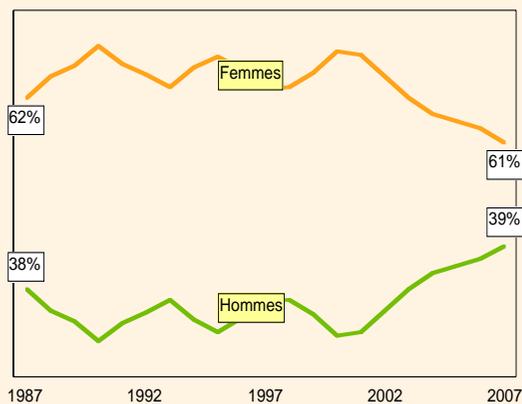
**Evolution de la part des hommes et des femmes dans la population cadre**  
(en % de l'effectif total de la population cadre)



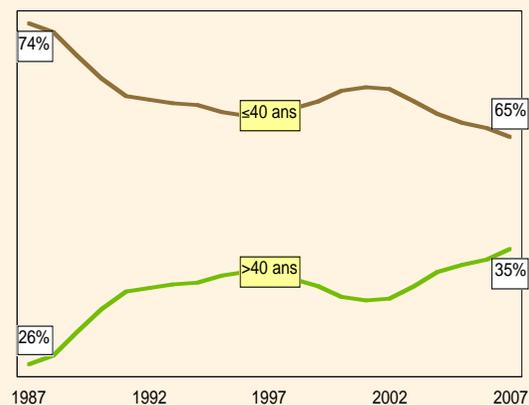
## L'évolution de la structure du personnel selon le sexe, l'âge et l'ancienneté

- L'évolution de la **structure selon le sexe** fait toujours apparaître une grande **stabilité de la part respective des hommes et des femmes** (respectivement, de 38% et 62% en moyenne au cours des vingt dernières années). On note cependant une tendance à une légère baisse du taux de féminisation au cours des cinq dernières années.
- L'évolution de la **structure selon l'âge** montre un **vieillessement de la population** : les salariés âgés de plus de 40 ans, qui constituaient environ le quart de l'effectif en 1987, en composent maintenant plus du tiers (35%). Cette tendance s'est accélérée au cours des cinq dernières années après une courte phase de rajeunissement (la part dans le total des salariés âgés de 40 ans ou moins gagnait trois points de 1995 à 2000).
- L'évolution de la **structure selon l'ancienneté** : la **tendance à la baisse de l'ancienneté** moyenne enregistrée au cours des années 1990 (hausse moyenne de 5 à 6 points de la part des salariés de moins de 10 ans d'ancienneté) a été interrompue au début des années 2000 avant de reprendre de façon modérée au cours des trois dernières années.

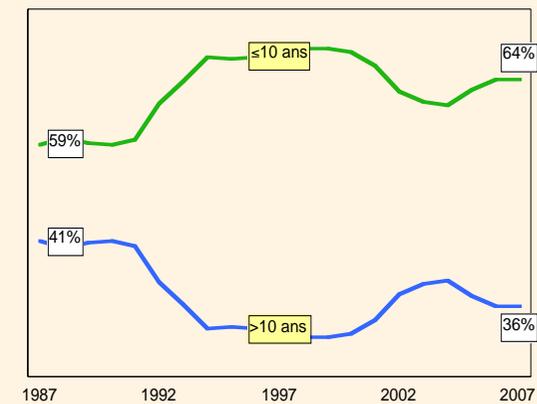
Evolution de la structure selon le sexe\*



Evolution de la structure selon l'âge\*



Evolution de la structure selon l'ancienneté\*



\* En % de l'effectif total. Moyennes mobiles sur trois ans.

# 3

## L'état des salaires réels au 1er janvier 2008

## Les salaires réels au 1er janvier 2008 (salaires annuels, hors prime d'ancienneté, en euros)

### Données de base par coefficients hiérarchiques et par sexes

(données établies sur la base d'un échantillon de 68 établissements)

Coefficients hiérarchiques	Ensemble du personnel					Personnel féminin seul					Personnel masculin seul					
	Nombre de salariés par coefficient	Salaires médian	Salaires moyen	Salaires moyen du 1er décile (1)	Salaires moyen du 10ème décile (2)	Nombre de salariés par coefficient	Salaires médian	Salaires moyen	Salaires moyen du 1er décile (1)	Salaires moyen du 10ème décile (2)	Nombre de salariés par coefficient	Salaires médian	Salaires moyen	Salaires moyen du 1er décile (1)	Salaires moyen du 10ème décile (2)	
Non-cadres	150	55	17 522	18 053	16 616	22 951	41	17 522	17 928	16 412	22 794	14	17 522	18 418	17 463	23 224
	165	61	18 680	18 830	16 501	24 693	42	18 680	18 717	16 308	25 174	19	18 680	19 081	17 306	23 574
	180	356	18 676	19 467	17 271	25 559	274	18 676	19 360	17 270	24 892	82	18 643	19 827	17 242	27 806
	195	931	19 176	19 861	17 650	24 888	739	19 182	19 865	17 705	24 703	192	19 095	19 847	17 577	25 605
	210	833	21 509	21 696	18 316	26 675	677	21 316	21 569	18 232	26 431	156	21 951	22 250	18 799	27 427
	225	1 416	21 462	21 771	17 134	28 113	1 124	21 381	21 779	17 153	28 123	292	21 730	21 738	17 134	28 155
	240	1 340	21 988	22 664	18 580	29 399	1 002	21 988	22 571	18 568	28 811	338	21 984	22 938	18 623	30 979
	255	1 622	23 668	24 259	19 729	31 840	1 255	23 618	24 108	19 735	31 050	367	23 961	24 773	19 737	34 025
	275	595	26 791	26 715	21 071	33 791	473	26 625	26 524	20 967	33 588	122	27 185	27 457	21 433	34 210
	295	1 060	26 924	27 529	22 307	35 125	804	26 932	27 484	22 303	34 432	256	26 876	27 669	22 337	37 257
	310	574	29 815	30 322	23 131	40 440	403	30 000	30 140	23 112	38 215	171	29 226	30 749	23 206	44 845
	325	327	29 892	30 946	24 906	42 102	221	30 328	31 447	24 805	44 156	106	29 252	29 903	25 113	37 921
340	396	29 348	31 762	25 437	49 820	285	29 182	30 433	25 325	39 269	111	30 000	35 174	25 764	75 491	
Cadres	300	291	30 385	31 842	25 240	45 193	156	30 228	31 077	25 130	40 817	135	31 000	32 725	25 426	49 159
	360	1 213	33 292	34 559	27 097	48 678	665	32 994	33 956	26 904	46 806	548	33 786	35 291	27 456	50 578
	400	2 107	38 274	40 082	28 504	60 445	1 067	37 545	38 684	27 938	55 488	1 040	39 377	41 516	29 271	64 482
	450	1 074	46 025	49 235	34 618	80 648	441	43 799	46 265	33 272	74 579	633	48 031	51 305	36 307	83 980
	550	1 454	50 676	56 170	37 892	108 380	599	47 578	52 521	36 709	97 088	855	52 613	58 726	39 595	115 111
	625	477	58 492	62 252	43 263	100 920	193	54 044	56 206	42 970	77 767	284	62 024	66 361	43 862	111 967
	700	704	68 967	73 925	47 510	133 810	225	63 077	69 016	45 836	126 282	479	71 227	76 231	48 898	134 072
	850	439	74 499	86 188	51 182	195 288	128	71 000	76 436	50 475	140 040	311	77 889	90 202	51 675	217 576
	900	516	102 972	119 003	68 540	251 231	106	97 140	103 163	64 328	180 618	410	105 348	123 098	69 987	267 063
		<b>17 841</b>					<b>10 920</b>					<b>6 921</b>				

(1) 10% des salarié(e)s les moins rémunéré(e)s du coefficient.

(2) 10% des salarié(e)s les plus rémunéré(e)s du coefficient.

## Profil des salaires réels au 1<sup>er</sup> janvier 2008

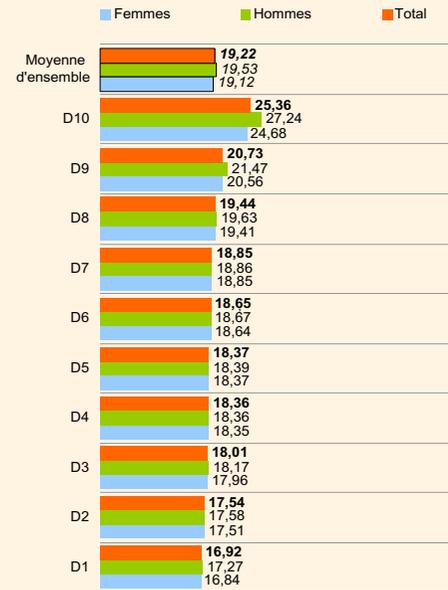
Salaires annuels, hors prime d'ancienneté, ensemble du personnel (y compris coefficient 900)

Tranches de salaires (montants en euros)		Ensemble du personnel		Personnel féminin		Personnel masculin		Tranches de salaires (montants en euros)		Ensemble du personnel		Personnel féminin		Personnel masculin	
		% du total du personnel	% cumulé	% du total du personnel féminin	% cumulé	% du total du personnel masculin	% cumulé			% du total du personnel	% cumulé	% du total du personnel féminin	% cumulé	% du total du personnel masculin	% cumulé
Tranche 1	De 16 067 € à 16 869 €	0,07%	0,1%	0,10%	0,1%	0,01%	0,0%	Tranche 29	De 62 985 € à 66 133 €	1,41%	90,5%	0,79%	96,3%	2,38%	81,4%
Tranche 2	De 16 870 € à 17 713 €	1,66%	1,7%	1,95%	2,1%	1,20%	1,2%	Tranche 30	De 66 134 € à 69 440 €	0,95%	91,5%	0,49%	96,8%	1,68%	83,1%
Tranche 3	De 17 714 € à 18 599 €	2,43%	4,2%	3,07%	5,1%	1,42%	2,6%	Tranche 31	De 69 441 € à 72 912 €	1,27%	92,8%	0,56%	97,4%	2,40%	85,5%
Tranche 4	De 18 600 € à 19 529 €	5,22%	9,4%	6,68%	11,8%	2,90%	5,5%	Tranche 32	De 72 913 € à 76 557 €	1,12%	93,9%	0,55%	97,9%	2,02%	87,5%
Tranche 5	De 19 530 € à 20 505 €	4,28%	13,6%	5,74%	17,5%	1,97%	7,5%	Tranche 33	De 76 558 € à 80 385 €	0,84%	94,7%	0,30%	98,2%	1,69%	89,2%
Tranche 6	De 20 506 € à 21 530 €	4,96%	18,6%	6,28%	23,8%	2,88%	10,4%	Tranche 34	De 80 386 € à 84 405 €	0,59%	95,3%	0,24%	98,5%	1,16%	90,3%
Tranche 7	De 21 531 € à 22 607 €	5,19%	23,8%	6,87%	30,7%	2,54%	12,9%	Tranche 35	De 84 406 € à 88 625 €	0,66%	96,0%	0,25%	98,7%	1,30%	91,6%
Tranche 8	De 22 608 € à 23 737 €	5,07%	28,9%	6,52%	37,2%	2,77%	15,7%	Tranche 36	De 88 626 € à 93 056 €	0,52%	96,5%	0,17%	98,9%	1,05%	92,7%
Tranche 9	De 23 738 € à 24 924 €	4,92%	33,8%	6,29%	43,5%	2,76%	18,5%	Tranche 37	De 93 057 € à 97 709 €	0,46%	96,9%	0,19%	99,1%	0,88%	93,6%
Tranche 10	De 24 925 € à 26 170 €	5,03%	38,8%	6,05%	49,6%	3,41%	21,9%	Tranche 38	De 97 710 € à 102 594 €	0,54%	97,5%	0,15%	99,2%	1,17%	94,7%
Tranche 11	De 26 171 € à 27 479 €	4,00%	42,8%	4,74%	54,3%	2,83%	24,7%	Tranche 39	De 102 595 € à 107 724 €	0,34%	97,8%	0,14%	99,4%	0,66%	95,4%
Tranche 12	De 27 480 € à 28 853 €	4,11%	46,9%	4,80%	59,1%	3,02%	27,7%	Tranche 40	De 107 725 € à 113 110 €	0,33%	98,2%	0,08%	99,4%	0,72%	96,1%
Tranche 13	De 28 854 € à 30 296 €	4,14%	51,1%	4,54%	63,6%	3,50%	31,2%	Tranche 41	De 113 111 € à 118 766 €	0,16%	98,3%	0,08%	99,5%	0,27%	96,4%
Tranche 14	De 30 297 € à 31 811 €	3,72%	54,8%	4,08%	67,7%	3,14%	34,3%	Tranche 42	De 118 767 € à 124 704 €	0,27%	98,6%	0,10%	99,6%	0,53%	96,9%
Tranche 15	De 31 812 € à 33 401 €	3,48%	58,3%	3,55%	71,3%	3,35%	37,7%	Tranche 43	De 124 705 € à 130 940 €	0,21%	98,8%	0,08%	99,7%	0,40%	97,3%
Tranche 16	De 33 402 € à 35 071 €	3,23%	61,5%	3,23%	74,5%	3,24%	40,9%	Tranche 44	De 130 941 € à 137 487 €	0,13%	98,9%	0,01%	99,7%	0,32%	97,7%
Tranche 17	De 35 072 € à 36 825 €	3,07%	64,6%	3,03%	77,5%	3,12%	44,1%	Tranche 45	De 137 488 € à 144 361 €	0,17%	99,1%	0,06%	99,8%	0,33%	98,0%
Tranche 18	De 36 826 € à 38 666 €	3,03%	67,6%	2,73%	80,3%	3,50%	47,6%	Tranche 46	De 144 362 € à 151 579 €	0,14%	99,2%	0,05%	99,8%	0,29%	98,3%
Tranche 19	De 38 667 € à 40 600 €	3,10%	70,7%	2,66%	82,9%	3,79%	51,3%	Tranche 47	De 151 580 € à 159 158 €	0,10%	99,3%	0,03%	99,9%	0,22%	98,5%
Tranche 20	De 40 601 € à 42 630 €	2,31%	73,0%	2,01%	85,0%	2,77%	54,1%	Tranche 48	De 159 159 € à 167 116 €	0,10%	99,4%	0,05%	99,9%	0,19%	98,7%
Tranche 21	De 42 631 € à 44 761 €	2,66%	75,6%	1,97%	86,9%	3,74%	57,9%	Tranche 49	De 167 117 € à 175 472 €	0,10%	99,5%	0,02%	99,9%	0,22%	98,9%
Tranche 22	De 44 762 € à 46 999 €	2,53%	78,2%	1,92%	88,8%	3,48%	61,3%	Tranche 50	De 175 473 € à 184 246 €	0,08%	99,6%		99,9%	0,22%	99,1%
Tranche 23	De 47 000 € à 49 349 €	2,19%	80,4%	1,58%	90,4%	3,14%	64,5%	Tranche 51	De 184 247 € à 193 458 €	0,05%	99,7%	0,01%	99,9%	0,12%	99,2%
Tranche 24	De 49 350 € à 51 817 €	2,14%	82,5%	1,32%	91,7%	3,42%	67,9%	Tranche 52	De 193 459 € à 203 131 €	0,04%	99,7%	0,02%	99,9%	0,09%	99,3%
Tranche 25	De 51 818 € à 54 408 €	1,88%	84,4%	1,13%	92,9%	3,08%	71,0%	Tranche 53	De 203 132 € à 213 288 €	0,04%	99,7%		99,9%	0,12%	99,4%
Tranche 26	De 54 409 € à 57 128 €	1,86%	86,2%	1,10%	94,0%	3,05%	74,0%	Tranche 54	De 213 289 € à 223 952 €	0,02%	99,8%		99,9%	0,06%	99,5%
Tranche 27	De 57 129 € à 59 984 €	1,45%	87,7%	0,82%	94,8%	2,44%	76,5%	Tranche 55	De 223 953 € à 235 150 €	0,04%	99,8%		99,9%	0,12%	99,6%
Tranche 28	De 59 985 € à 62 984 €	1,44%	89,1%	0,74%	95,5%	2,54%	79,0%	Tranche 56	De 235 151 € à 246 907 €	0,04%	99,9%	0,01%	100,0%	0,09%	99,7%
								Tranche 57	246 908 € et plus	0,15%	100,0%	0,05%	100,0%	0,30%	100,0%

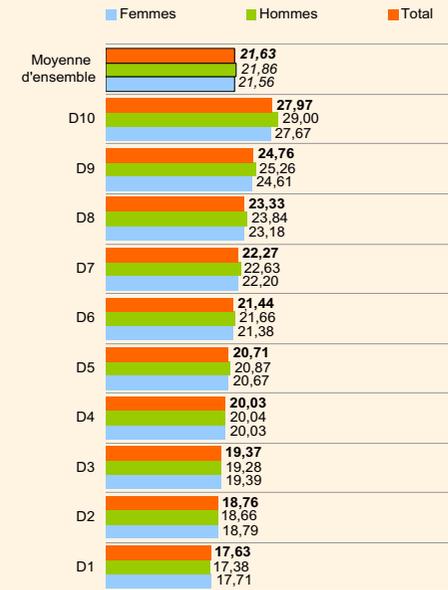
# Salaires réels moyens par catégories hiérarchiques et déciles au 1<sup>er</sup> janvier 2008

Il s'agit, pour chacune des sept catégories hiérarchiques conventionnelles (regroupements de coefficients) de la **moyenne des salaires annuels réels** (en milliers d'euros, hors prime d'ancienneté) au 1er janvier 2008, d'une part pour l'ensemble du personnel de la catégorie, d'autre part par décile (tranches de 10% de la population concernée), par sexe et tous sexes confondus.

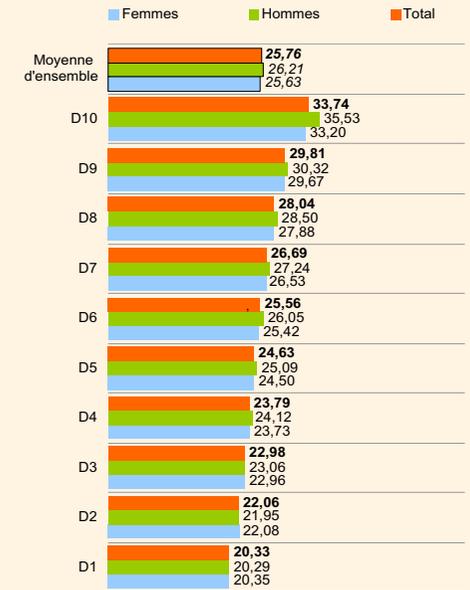
## I - Personnel d'exécution (C150 à C180)



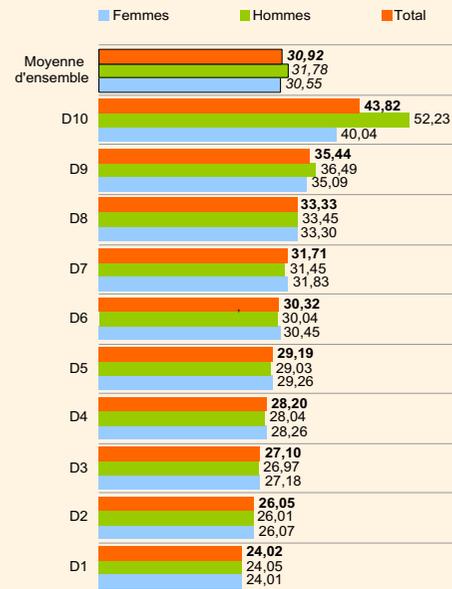
## II - Personnel qualifié (C195 à C240)



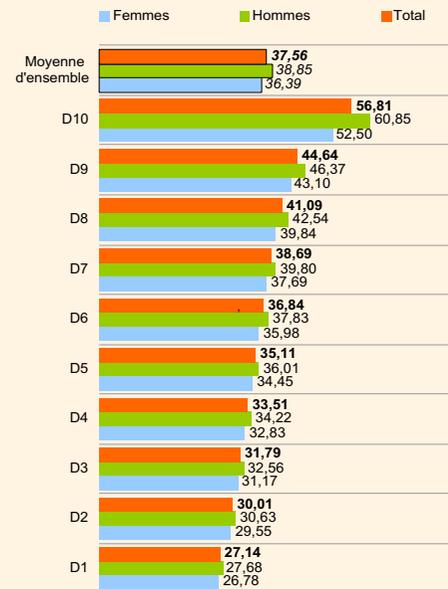
## III - Personnel très qualifié (C255 à C295)



## IV - Personnel supérieur (C310 à C340)



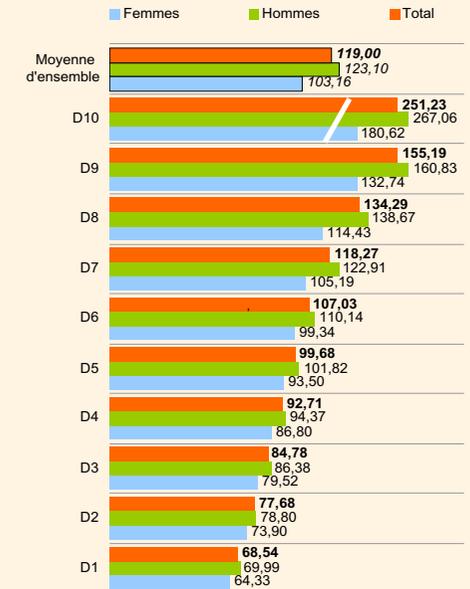
## V - Cadres débutants et cadres (C300, 360 et 400)



## VI - Cadres confirmés (C450 à C850)



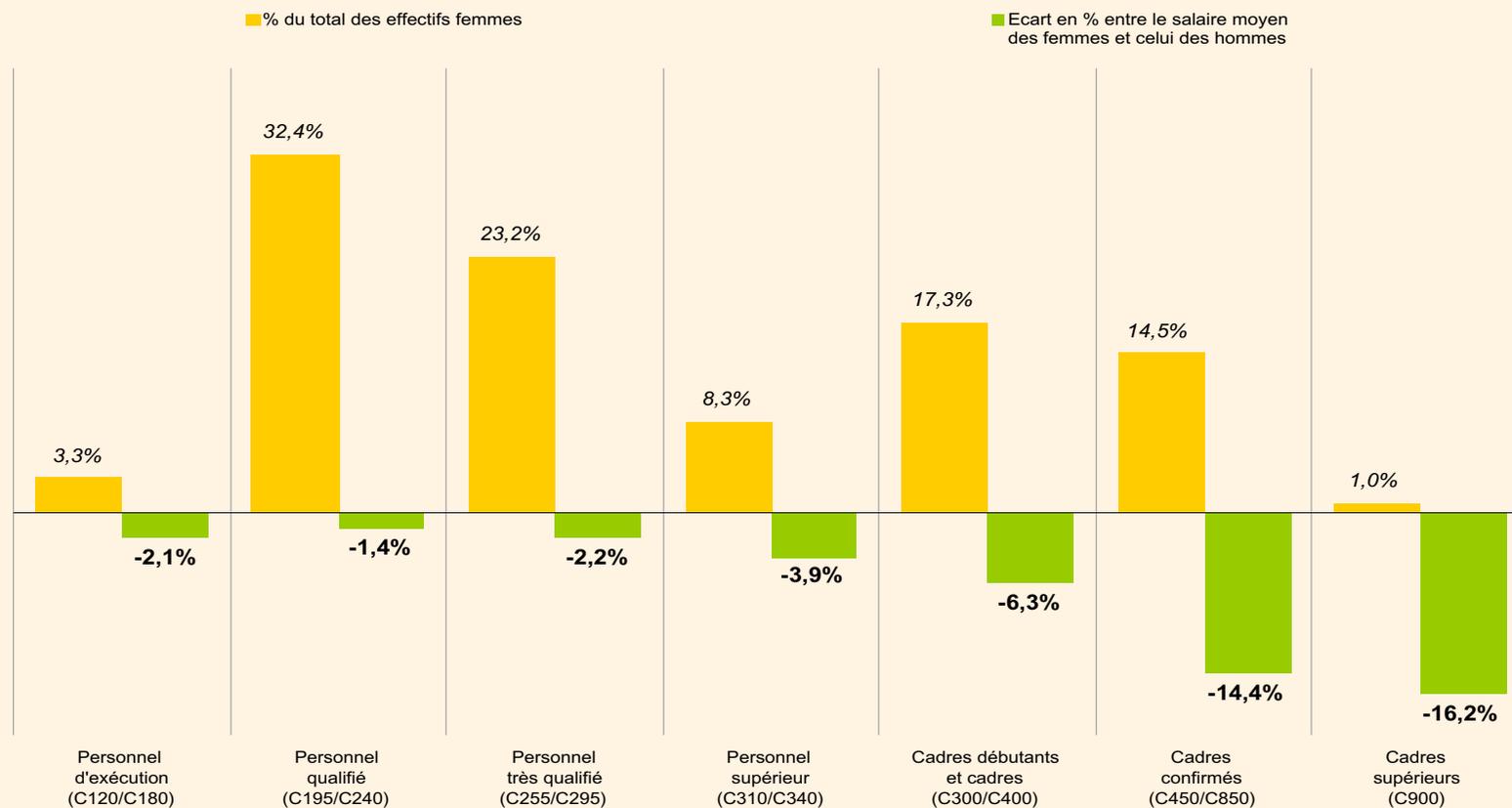
## VII - Cadres supérieurs (C900)



## Éléments de comparaison des salaires réels selon les sexes

- Réalisée à **niveau hiérarchique égal**, la comparaison entre les salaires moyens du personnel masculin et ceux du personnel féminin fait apparaître un **écart au bénéfice des salariés hommes**. Les salaires des femmes sont, en moyenne, inférieurs à ceux des hommes, dans des proportions variables selon les niveaux hiérarchiques considérés.
- Au sein de la population des **non-cadres**, l'écart varie de -1,4% pour le personnel qualifié (coefficients hiérarchiques 195 à 240) qui regroupe 32,4% de la population féminine à -3,9% pour le personnel supérieur des coefficients 310 à 340 (8,3% des femmes). Au total, **pour 60% de la population féminine, le salaire moyen est inférieur au salaire moyen des hommes pour une amplitude n'excédant pas 2,2%**.
- **L'écart est plus accentué chez les cadres** : les salaires moyens des cadres femmes sont inférieurs à ceux des hommes de -6,3% aux coefficients 300, 360 et 400 (catégories cadres débutants et cadres) qui regroupent 17,3% de la population féminine totale, de -14,4% pour les cadres confirmés (coefficients 450 à 850) qui regroupent 14,5% de la population féminine et de -16,2% pour les cadres supérieurs (coefficient 900), position qui concerne 1% de la population féminine totale.

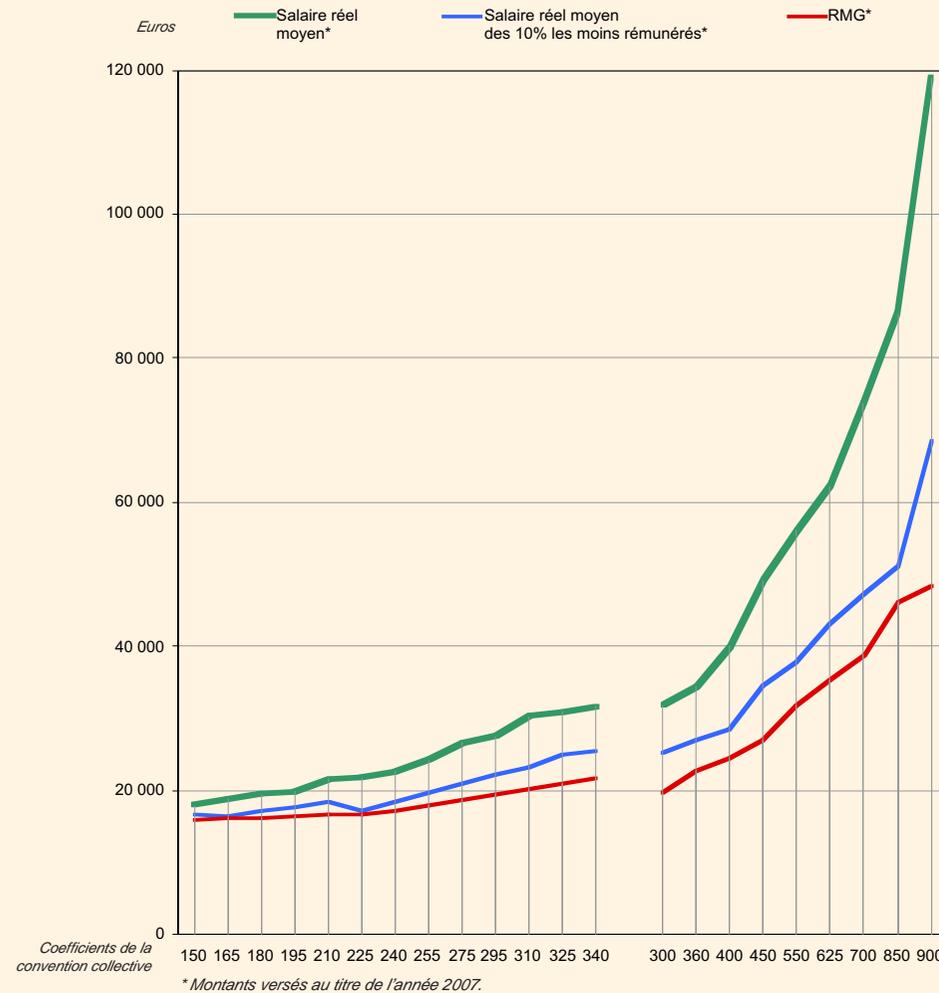
Ecart entre le salaire moyen des femmes et celui des hommes à niveau hiérarchique égal (catégories hiérarchiques de la convention collective)



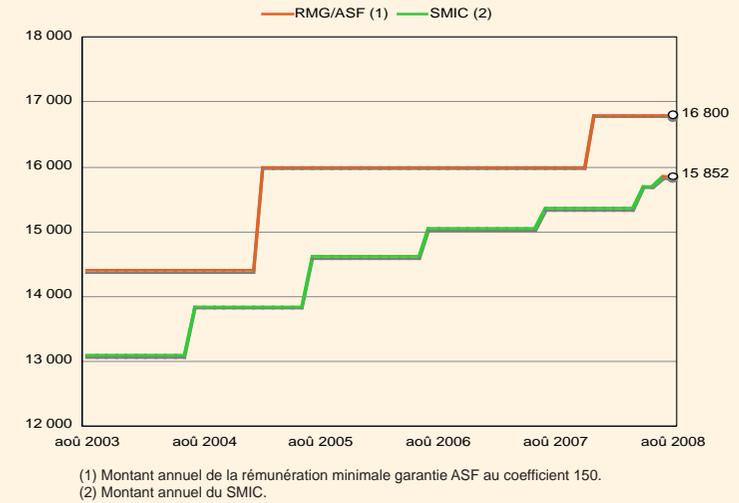
## Salaires réels, rémunérations minimales garanties et SMIC

- Au 1er janvier 2008, les **salaires réels moyens** étaient **globalement supérieurs de 56% aux rémunérations minimales garanties**. Cet écart varie selon le sexe (il est en moyenne de 58% pour les hommes et 48% pour les femmes) et selon la qualification (34% pour les non-cadres et 76% pour les cadres).
- Le montant de la **rémunération minimale garantie ASF** applicable au premier coefficient hiérarchique conventionnel était **supérieur de +6% au SMIC au 1er août 2008**. Cet écart ressort en moyenne à +8,2% sur les cinq dernières années.

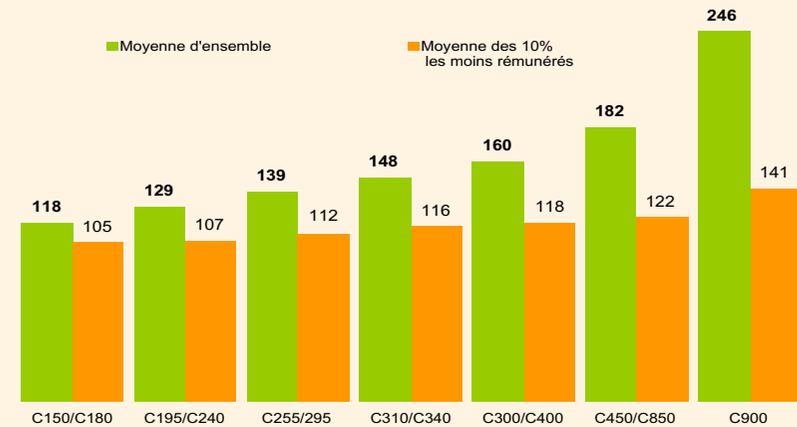
Salaires réels (hors prime d'ancienneté) et rémunérations minimales garanties



Rémunération minimale garantie et SMIC



Ecart entre les salaires réels moyens et les RMG (RMG = 100)



# 4

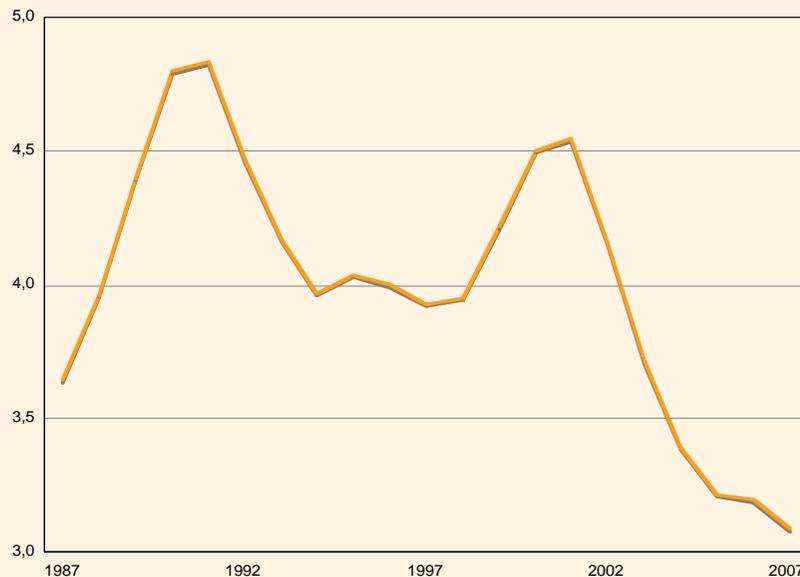
## La formation professionnelle continue

## L'évolution de la formation professionnelle

### Les moyens financiers de la formation

- Après le léger ressaut enregistré en 2006, l'**effort financier** de formation de la profession se contracte une nouvelle fois en 2007 : il s'établit en moyenne à **3% de la masse salariale, en recul de -0,24 point**. Au total, sur les dix dernières années, sept d'entre elles auront enregistré une baisse. Cette évolution défavorable se rencontre dans les grands et moyens établissements en termes d'effectifs (-0,29 point dans ceux de 500 salariés et plus et -0,15 dans ceux de 50 à 499 salariés), les petits établissements (moins de 50 salariés) étant les seuls à enregistrer une évolution favorable (+0,28 point). La règle selon laquelle **l'effort financier progresse à mesure que l'effectif augmente** se confirme une nouvelle fois : de 1,85% de la masse salariale chez les établissements de moins de 50 salariés, il passe à 2,60% pour ceux de 50 à 499 salariés et culmine à 3,17% pour ceux de 500 salariés et plus. **L'effort financier diverge assez sensiblement selon l'activité dominante de la société** : il atteint son maximum dans les établissements spécialisés dans les crédits renouvelables (4,19% de la masse salariale, en recul cependant de -0,62 point par rapport à l'année précédente), suivis par les établissements spécialisés dans le financement immobilier (à 3,56% de la masse salariale, en recul de -2,47 points par rapport à l'année précédente), puis par ceux spécialisés dans le financement de l'équipement (3,52% de la masse salariale, en hausse de +0,15 point) dans l'affacturage (2,94% de la masse salariale, en hausse également de +0,28 point) et enfin par les prestataires de services d'investissement et autres sociétés d'activités diverses (1,59%, en quasi-stabilité à -0,08 point).
- Sur longue période (vingt dernières années), en termes de tendance, on constate un pic historique proche de 5% au début des années 1990, suivi d'une période de recul et d'une stabilisation autour de 4% jusqu'en 1998. Une nouvelle montée en puissance culmine à environ 4,5% au début des années 2000 avant qu'une tendance à la baisse s'instaure jusqu'en 2005, brièvement freinée par le bon résultat de 2006.

La tendance générale au cours des vingt dernières années\*



\* Evolution du ratio dépenses de formation / masse salariale (moyenne mobile sur trois ans).

L'évolution récente\*



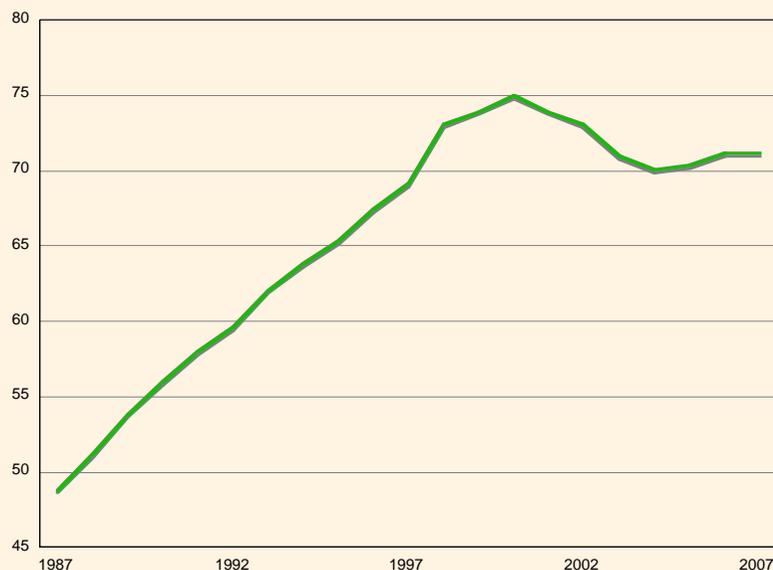
\* Variation annuelle en points du ratio "dépenses de formation / masse salariale" (en %).

## L'évolution de la formation professionnelle

### Les bénéficiaires de la formation : vue d'ensemble

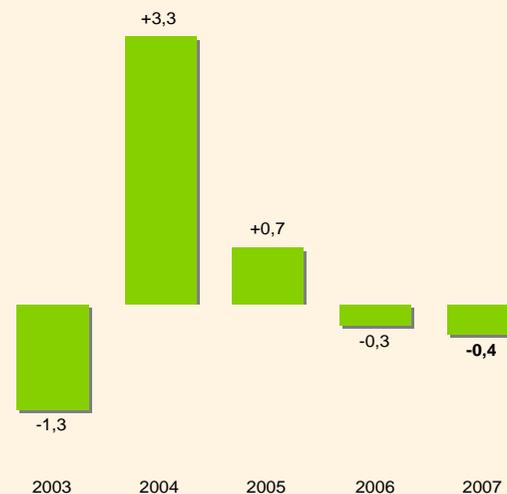
- En 2007, **71,8%** des salariés de la profession ont suivi au moins un stage de formation au cours de l'année (soit un léger recul de **-0,4 point** en un an). Ce taux est variable selon la taille des établissements : il s'élève ainsi à 73,3% dans les établissements de 500 salariés et plus (-1,6 point par rapport à 2006), fléchit à 67,6% dans les établissements de 50 à 499 salariés (+2,6 points) et s'abaisse à 62,3% dans les établissements de moins de 50 salariés (+11,3 points en un an). Il diffère également sensiblement selon l'activité dominante de l'entreprise : il atteint 81% dans les établissements spécialisés dans les crédits renouvelables (-5,4 points en un an), 69,8% dans l'affacturage, (+5,9 points), 69,2% dans le financement immobilier (-7,4 points en un an), 67,5% dans le financement de l'équipement (+5,3 points) et 64,9% chez les prestataires de services d'investissement et autres sociétés d'activités diverses (-3,3 points).
- Une hausse continue aura amené en quinze ans la proportion moyenne de stagiaires de 48% à 75% en 2000 (soit près de +30 points) avant qu'une période de lente érosion ne ramène ce taux autour de 70% avec une tendance à la stabilisation au cours des trois dernières années.

La tendance générale au cours des vingt dernières années\*



\* Evolution du ratio dépenses de formation / masse salariale (moyenne mobile sur trois ans).

L'évolution récente\*

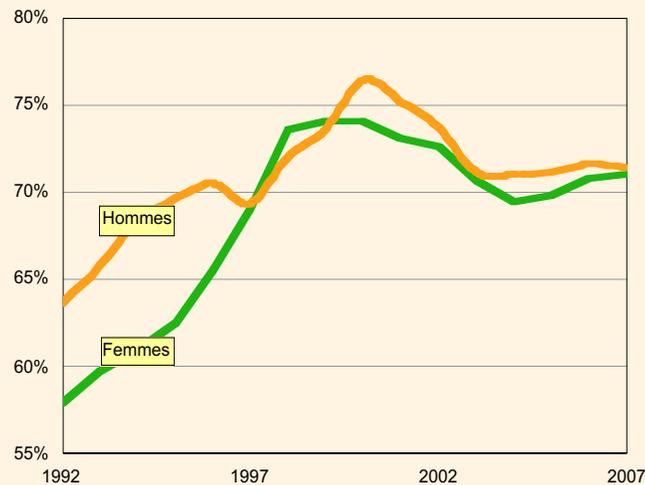


## Les bénéficiaires de la formation : analyse selon le sexe et la qualification

- Evolution d'ensemble** : L'évolution au cours des quinze dernières années est marquée par un rééquilibrage de la structure des bénéficiaires de la formation à la fois en termes de sexes et de positionnement hiérarchique.
- Analyse par sexes** : Sur la période 1992 / 2007, la proportion de salariés **hommes** ayant suivi au moins un stage de formation au cours de l'année est passée de 64% à **71%**, après avoir atteint un « pic » autour de 76% en 2000. La baisse des années 2001/2002 s'est stabilisée depuis quatre ans. Pour les salariées **femmes**, cette proportion est passée de 58% à **71%** (soit un gain de treize points), avec, là aussi, un fléchissement dans la dernière période précédant un léger ressaut en 2007. Depuis six ans, l'« espérance de formation » des femmes est très proche de celle des hommes ; les deux se confondent désormais en termes de tendance.
- Analyse par qualification** : Au cours de la même période, la proportion de salariés **cadres** ayant suivi au moins un stage de formation au cours de l'année passe de 68% à **71%**. Ce faible écart recouvre cependant un « pic » dans la zone des 76% en 2000 avant un certain fléchissement et une stabilisation depuis cinq ans. Ces taux sont respectivement de 56% et **71%** pour les **non-cadres** (soit un gain de quinze points en quinze ans). Là aussi, après avoir culminé dans une zone proche de 75% dans les années 1998/2002, la tendance est à l'érosion, interrompue par un rebond au cours des deux dernières années.

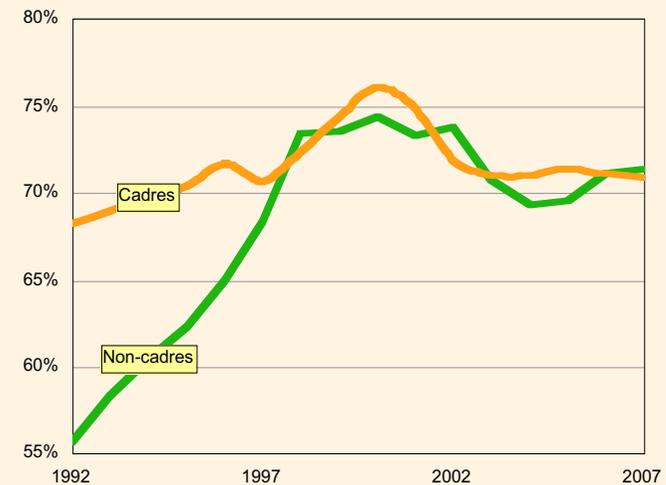
### L'évolution de la proportion de stagiaires ...

#### ... Selon le sexe\*



\* En % de l'effectif de chaque sexe. Moyennes mobiles sur trois années.

#### ... Selon la qualification\*



\* En % de l'effectif de chaque catégorie hiérarchique. Moyennes mobiles sur trois années.

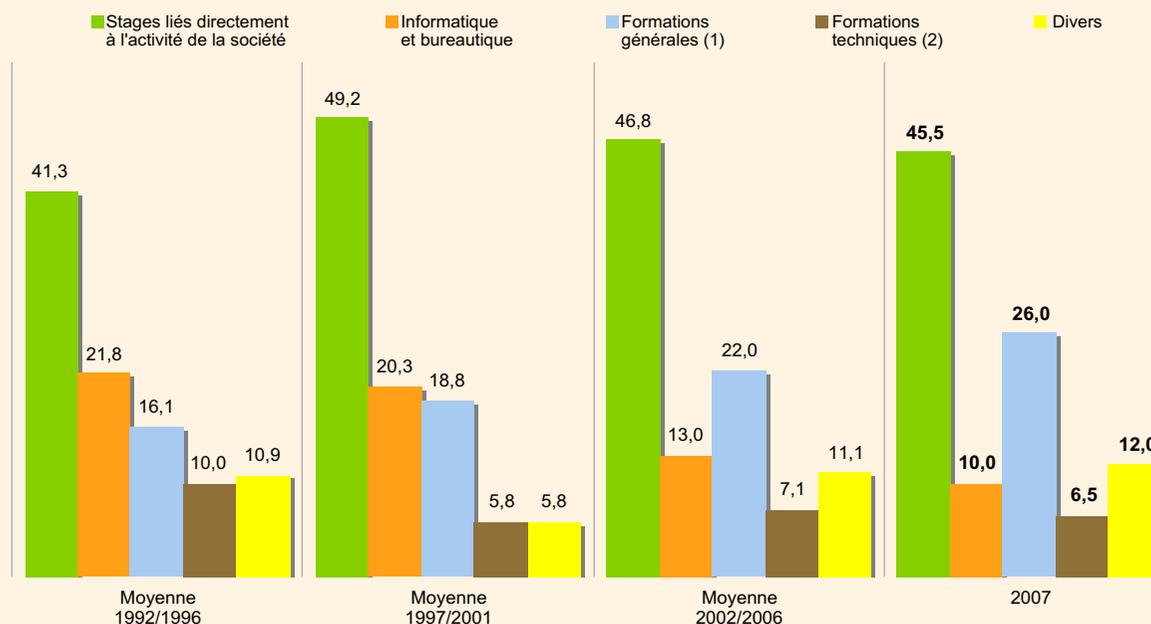
## Le contenu et la réalisation de la formation

Le **nombre d'heures-stagiaires** est globalement en **léger recul** (-3,1%). La **durée moyenne** des stages est en **baisse sensible** : -9,6%, à 10 heures.

La **composition des stages** par grands thèmes est la suivante en 2007 :

- La part des formations directement liées à l'**activité de la société** est de **45,5%**, en recul de -4,5 points par rapport à l'année précédente. Cette proportion culmine à 76% dans les établissements spécialisés dans le financement du logement. La part de ce type de formation s'est accrue au début des années 2000 (de 41,3% en moyenne dans la période 1992/1996 à 49,2% en 1997/2001) avant de diminuer légèrement dans les dernières années.
- Les stages de **formation générale** (expression, communication, langues vivantes) entrent pour **26%** dans l'ensemble, en hausse de +2,8 points. Cette part culmine à 40% dans les établissements spécialisés dans l'affacturage et atteint 38% chez les prestataires de services d'investissement et autres activités diverses. Ce type de formation a enregistré une croissance continue au cours des quinze dernières années, passant de 16% en moyenne dans le total des formations dans la période 1992/1996 à 22% en 2002/2006 puis à 26% en 2007 comme on vient de le voir.
- Les formations **techniques** (comptable, économique, fiscale et juridique) composent **6,5%** du total des heures-stagiaires, en léger recul (-0,4 point en un an). Cette part culmine à 15% dans les sociétés spécialisées dans l'affacturage. Après une érosion au début des années 2000 (de 10% du total en 1992/1996 à 5,8% en 1997/2001), la part de ce type de formation demeure depuis sept ans relativement stable, de 6 à 7%
- Les stages d'**informatique** et de bureautique représentent cette année **10%** du total, en faible hausse (+1,8 point) par rapport à 2006. Cette part atteint 15% dans les établissements spécialisés dans l'affacturage. Ce type de formation enregistre sur les quinze dernières années un recul constant : de 21,8% dans le total dans les années 1992/1996, la part de ces formations perd de façon régulière près de 12 points sur la période.
- Des **formations diverses** représentent **12%** du total (en quasi-stabilité sur un an).

Evolution dans le temps de la part des principaux stages (pour 100 heures-stagiaires)



(1) Expression, communication, langues vivantes, etc.

(2) Formations comptable, économique, fiscale et juridique.

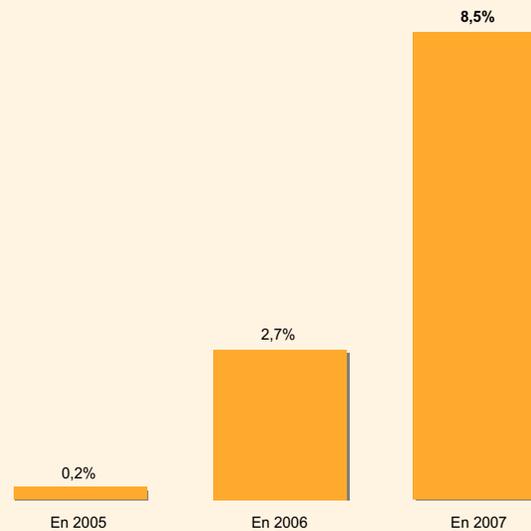
## La montée en puissance du DIF (droit individuel à la formation)

- La montée en puissance du DIF (droit individuel à la formation) est avérée,
  - tant en termes de nombre de sociétés où des demandes de DIF ont été présentées (**69% du total en nombre des sociétés** en 2007 après 53,4% en 2006), cette proportion augmentant avec l'effectif de la société puisqu'elle atteint 100% dans les sociétés de 500 salariés et plus, 83% dans celles de 50 à 499 salariés et 39% dans celles de moins de 50 salariés ;
  - que du point de vue des effectifs concernés par ces demandes : **8,5% de l'effectif total** en 2007 (mais jusqu'à 11,3% dans les sociétés de moins de 50 salariés).
- **Les demandes de DIF sont acceptées** dans leur quasi-totalité : près de **95% des cas** en moyenne sur les trois dernières années. 2% d'entre elles font l'objet d'un report et 3,3% d'un non-accord.
- Les demandes correspondent pour 60% d'entre elles à des stages figurant au plan de formation de l'entreprise et pour 40% à des stages hors de ce plan.

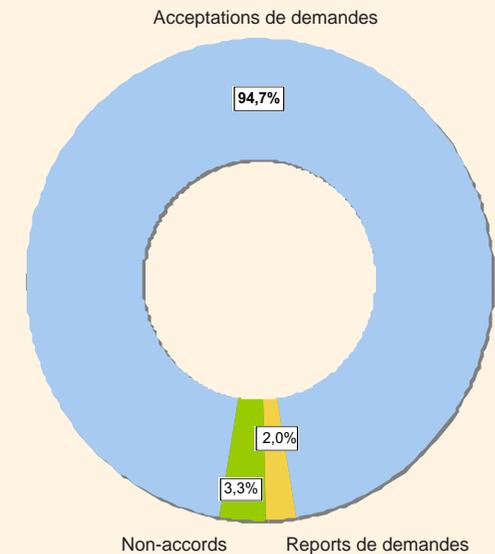
**Sociétés où une demande de DIF a été présentée**  
(en % du nombre total de sociétés)



**Salariés ayant déposé une demande de DIF**  
(en % du nombre total de salariés)



**Traitement des demandes de DIF**  
(en % du nombre total de demandes)



# Annexes

## - Données chiffrées -

	Pages
<b>Annexes 1 à 4</b> : Structure de l'emploi .....	36 à 38
<b>Annexes 5 et 6</b> : Flux d'effectifs .....	39 à 42
<b>Annexes 7 et 8</b> : Formation professionnelle .....	43 et 44

Annexe 1

## La structure de l'effectif total par coefficients hiérarchiques\*

Coefficients hiérarchiques	En valeur absolue	En % du total	Cumul en valeur absolue	En % cumulé
150	34	0,3%	34	0,3%
165	39	0,4%	73	0,7%
180	209	2,1%	282	2,8%
195	510	5,1%	792	7,9%
210	544	5,4%	1 336	13,4%
225	780	7,8%	2 116	21,2%
240	728	7,3%	2 844	28,4%
255	889	8,9%	3 733	37,3%
275	341	3,4%	4 074	40,7%
295	580	5,8%	4 654	46,5%
310	313	3,1%	4 967	49,7%
325	184	1,8%	5 151	51,5%
340	219	2,2%	5 370	53,7%
300	158	1,6%	5 528	55,3%
360	726	7,3%	6 254	62,5%
400	1 146	11,5%	7 400	74,0%
450	599	6,0%	7 999	80,0%
550	794	7,9%	8 793	87,9%
625	261	2,6%	9 054	90,5%
700	391	3,9%	9 445	94,5%
850	249	2,5%	9 694	96,9%
900	306	3,1%	10 000	100,0%
<b>Total</b>	<b>10 000</b>	<b>100,0%</b>		

Annexe 2

## La structure de l'effectif total par coefficients hiérarchiques et par sexes\*

Coefficients hiérarchiques	Hommes		Femmes		TOTAL	
	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient
150	8	23,5%	26	76,5%	34	100,0%
165	12	30,8%	27	69,2%	39	100,0%
180	48	23,0%	161	77,0%	209	100,0%
195	107	21,0%	403	79,0%	510	100,0%
210	125	23,0%	419	77,0%	544	100,0%
225	160	20,5%	620	79,5%	780	100,0%
240	184	25,3%	544	74,7%	728	100,0%
255	206	23,2%	683	76,8%	889	100,0%
275	68	19,9%	273	80,1%	341	100,0%
295	143	24,7%	437	75,3%	580	100,0%
310	93	29,7%	220	70,3%	313	100,0%
325	61	33,2%	123	66,8%	184	100,0%
340	64	29,2%	155	70,8%	219	100,0%
300	72	45,6%	86	54,4%	158	100,0%
360	343	47,2%	383	52,8%	726	100,0%
400	566	49,4%	580	50,6%	1 146	100,0%
450	356	59,4%	243	40,6%	599	100,0%
550	466	58,7%	328	41,3%	794	100,0%
625	158	60,5%	103	39,5%	261	100,0%
700	262	67,0%	129	33,0%	391	100,0%
850	175	70,3%	74	29,7%	249	100,0%
900	244	79,7%	62	20,3%	306	100,0%
<b>Total</b>	<b>3 921</b>	<b>39,2%</b>	<b>6 079</b>	<b>60,8%</b>	<b>10 000</b>	<b>100,0%</b>

\* Données établies sur la base d'un échantillon de 68 établissements regroupant 18 473 salariés, soit près des 3/4 de l'effectif total de la profession. Données exprimées sur la base de 10 000 salariés.

## Annexe 3

## La structure des coefficients hiérarchiques selon l'âge\*

Coefficients hiérarchiques	Moins de 25 ans		De 25 à 40 ans		De 41 à 55 ans		Plus de 55 ans		TOTAL	
	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient
150	16	47,1%	12	35,3%	4	11,8%	2	5,9%	34	100,0%
165	9	23,1%	24	61,5%	6	15,4%			39	100,0%
180	38	18,2%	131	62,7%	34	16,3%	6	2,9%	209	100,0%
195	88	17,3%	347	68,0%	65	12,7%	10	2,0%	510	100,0%
210	30	5,5%	400	73,5%	99	18,2%	15	2,8%	544	100,0%
225	62	7,9%	536	68,7%	159	20,4%	23	2,9%	780	100,0%
240	62	8,5%	501	68,8%	145	19,9%	20	2,7%	728	100,0%
255	38	4,3%	567	63,8%	246	27,7%	38	4,3%	889	100,0%
275	13	3,8%	189	55,4%	121	35,5%	18	5,3%	341	100,0%
295	11	1,9%	322	55,5%	211	36,4%	36	6,2%	580	100,0%
310	3	1,0%	155	49,5%	118	37,7%	37	11,8%	313	100,0%
325			83	45,1%	83	45,1%	18	9,8%	184	100,0%
340	1	0,5%	95	43,4%	103	47,0%	20	9,1%	219	100,0%
300	22	13,9%	136	86,1%					158	100,0%
360	13	1,8%	548	75,5%	154	21,2%	11	1,5%	726	100,0%
400	9	0,8%	747	65,2%	345	30,1%	46	4,0%	1 146	100,0%
450	3	0,5%	384	64,1%	196	32,7%	16	2,7%	599	100,0%
550			334	42,1%	390	49,1%	70	8,8%	794	100,0%
625			114	43,7%	134	51,3%	13	5,0%	261	100,0%
700			129	33,0%	215	55,0%	47	12,0%	391	100,0%
850			92	36,9%	130	52,2%	27	10,8%	249	100,0%
900			52	17,0%	187	61,1%	67	21,9%	306	100,0%
<b>Total</b>	<b>418</b>	<b>4,2%</b>	<b>5 898</b>	<b>59,0%</b>	<b>3 145</b>	<b>31,5%</b>	<b>540</b>	<b>5,4%</b>	<b>10 000</b>	<b>100,0%</b>

\* Données établies sur la base d'un échantillon de 68 établissements regroupant 18 473 salariés, soit près des 3/4 de l'effectif total de la profession. Données exprimées sur la base de 10 000 salariés.

## Annexe 4

## La structure des coefficients hiérarchiques selon l'ancienneté\*

Coefficients hiérarchiques	Moins de 3 ans		De 3 à 10 ans		De 11 à 15 ans		Plus de 15 ans		TOTAL	
	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient
150	24	70,6%	7	20,6%	1	2,9%	2	5,9%	34	100,0%
165	25	64,1%	9	23,1%	2	5,1%	3	7,7%	39	100,0%
180	123	58,9%	57	27,3%	6	2,9%	23	11,0%	209	100,0%
195	297	58,2%	142	27,8%	23	4,5%	48	9,4%	510	100,0%
210	171	31,4%	254	46,7%	45	8,3%	74	13,6%	544	100,0%
225	223	28,6%	314	40,3%	119	15,3%	124	15,9%	780	100,0%
240	210	28,8%	347	47,7%	57	7,8%	114	15,7%	728	100,0%
255	167	18,8%	291	32,7%	189	21,3%	242	27,2%	889	100,0%
275	65	19,1%	122	35,8%	45	13,2%	109	32,0%	341	100,0%
295	77	13,3%	227	39,1%	83	14,3%	193	33,3%	580	100,0%
310	43	13,7%	99	31,6%	47	15,0%	124	39,6%	313	100,0%
325	10	5,4%	47	25,5%	31	16,8%	96	52,2%	184	100,0%
340	19	8,7%	49	22,4%	56	25,6%	95	43,4%	219	100,0%
300	158	100,0%							158	100,0%
360	215	29,6%	315	43,4%	98	13,5%	98	13,5%	726	100,0%
400	279	24,3%	489	42,7%	143	12,5%	235	20,5%	1 146	100,0%
450	142	23,7%	281	46,9%	78	13,0%	98	16,4%	599	100,0%
550	117	14,7%	251	31,6%	147	18,5%	279	35,1%	794	100,0%
625	47	18,0%	100	38,3%	47	18,0%	67	25,7%	261	100,0%
700	46	11,8%	134	34,3%	80	20,5%	131	33,5%	391	100,0%
850	46	18,5%	85	34,1%	46	18,5%	72	28,9%	249	100,0%
900	43	14,1%	94	30,7%	77	25,2%	92	30,1%	306	100,0%
<b>Total</b>	<b>2 547</b>	<b>25,5%</b>	<b>3 714</b>	<b>37,1%</b>	<b>1 420</b>	<b>14,2%</b>	<b>2 319</b>	<b>23,2%</b>	<b>10 000</b>	<b>100,0%</b>

\* Données établies sur la base d'un échantillon de 68 établissements regroupant 18 473 salariés, soit près des 3/4 de l'effectif total de la profession. Données exprimées sur la base de 10 000 salariés.

## Annexe 5 Les flux d'effectifs en 2007

### Analyse selon l'effectif de la société

	ENSEMBLE DES SOCIETES	Sociétés de 500 salariés et plus	Sociétés de 50 à 499 salariés	Sociétés de moins de 50 salariés
<b>I - DONNEES DE BASE</b>				
<b>1 L'effectif au 31.12.2006</b>	<b>19 278</b>	<b>13 266</b>	<b>5 325</b>	<b>687</b>
- Salariés titulaires d'un CDD	1 180	952	193	35
- Salariés titulaires d'un CDI	17 949	12 236	5 062	651
- Autres types de contrats (1)	149	78	70	1
<b>2 Les entrées du 1.1.2007 au 31.12.2007</b>	<b>6 225</b>	<b>4 418</b>	<b>1 568</b>	<b>239</b>
- Par CDD	2 242	1 761	429	52
- Par CDI	2 164	1 195	840	129
- Autres types de contrats (1)	1 819	1 462	299	58
<b>3 Les sorties du 1.1.2007 au 31.12.2007</b>	<b>5 479</b>	<b>4 010</b>	<b>1 274</b>	<b>195</b>
- Pour fin de CDD	1 890	1 501	345	44
- Pour fin de CDI	1 896	1 126	672	98
. Démission	956	570	333	53
. Licenciement(s) pour motif économique	41	27	9	5
. Licenciement(s) pour autre(s) motif(s)	270	156	97	17
. Mise et/ou départ en retraite ou préretraite	123	86	31	6
. Autres causes de fin de CDI (2)	506	287	202	17
- Pour fin d'autres types de contrats (1)	1 693	1 383	257	53
Salariés non-cadres promus cadres au cours de 2007	223	135	83	5
<b>4 L'effectif au 31.12.2007</b>	<b>20 024</b>	<b>13 674</b>	<b>5 619</b>	<b>731</b>
- Salariés titulaires d'un CDD	1 145	890	227	28
- Salariés titulaires d'un CDI	18 615	12 628	5 290	697
- Autres types de contrats (1)	264	156	102	6
Transformations de CDD en CDI au cours de 2007	387	322	50	15

(1) Salariés titulaires d'un contrat de travail temporaire (intérimaires).

(2) Décès, mutations intra-groupes (hors secteur ASF) ...

## Annexe 5 (suite)

**Les flux d'effectifs en 2007**  
 (analyse selon l'effectif de la société)

ENSEMBLE DES SOCIÉTÉS	Sociétés de 500 salariés et plus	Sociétés de 50 à 499 salariés	Sociétés de moins de 50 salariés
-----------------------------	--	-------------------------------------	--

**II - ELEMENTS D'ANALYSE**
**1 L'analyse structurelle**

<b>Nombre de sociétés ayant du personnel en propre</b>	<b>86</b>	11	33	42
Nombre de sociétés ayant une part de leur personnel détaché	9	1	3	5
Nombre de ces salariés détachés (1)	114	86	11	17
<b>Effectif moyen (personnel en propre) / société au 31.12.2007</b>	<b>233</b>	1243	170	17
Proportion d'hommes au 31.12.2006	38,8%	37,4%	41,1%	46,9%
<b>Proportion d'hommes au 31.12.2007</b>	<b>38,9%</b>	37,5%	41,1%	46,5%
Proportion de femmes au 31.12.2006	61,2%	62,6%	58,9%	53,1%
<b>Proportion de femmes au 31.12.2007</b>	<b>61,1%</b>	62,5%	58,9%	53,5%
Variation de la proportion de femmes en 2007	-0,1%	-0,1%	+0,0%	+0,4%
Proportion de cadres au 31.12.2006	45,1%	42,2%	50,0%	64,8%
<b>Proportion de cadres au 31.12.2007</b>	<b>46,0%</b>	42,7%	51,6%	65,8%
Variation de la proportion de cadres en 2007	+0,9%	+0,5%	1,6%	1,0%
Part des non-cadres promus cadres en 2007 (% des non-C)	<b>2,0%</b>	1,7%	3,0%	1,5%
Taux de CDD au 31.12.2006	6,1%	7,2%	3,6%	5,1%
<b>Taux de CDD au 31.12.2007</b>	<b>5,7%</b>	6,5%	4,0%	3,8%
Variation du taux de CDD en 2007	-0,4%	-0,7%	0,4%	-1,3%
Part des CDD transformés en CDI en 2007	<b>25,3%</b>	26,6%	18,1%	34,9%

**2 L'analyse des flux**

<b>Variation de l'effectif total 2007/2006</b>	<b>+3,9%</b>	<b>+3,1%</b>	<b>+5,5%</b>	<b>+6,4%</b>
Variation de l'effectif CDI seul 2007/2006	+3,7%	+3,2%	+4,5%	+7,1%
<b>Part des licenciements économiques (% des sorties CDI)</b>	<b>2,2%</b>	2,4%	1,3%	5,1%
<b>Sociétés dont l'effectif a été stable en 2007</b>	<b>13</b>	0	0	13
Proportion du total	<b>15,1%</b>	-	-	31,0%
<b>Sociétés dont l'effectif a été en hausse en 2007</b>	<b>49</b>	7	26	16
Proportion du total	<b>57,0%</b>	63,6%	78,8%	38,1%
Taux d'évolution moyen	<b>+7,2%</b>	+5,4%	+9,8%	+25,2%
<b>Sociétés dont l'effectif a été en baisse en 2007</b>	<b>24</b>	4	7	13
Proportion du total	<b>27,9%</b>	36,4%	21,2%	31,0%
Taux d'évolution moyen	<b>-3,4%</b>	-1,6%	-8,4%	-10,0%

(1) Salariés hors champ d'application de la convention collective des sociétés financières.

## Annexe 6 Les flux d'effectifs en 2007

### Analyse selon l'activité dominante de la société

	ENSEMBLE DES SOCIETES	Financement de l'équipement	Crédits renouvelables	PSI* et autres activités diverses	Affacturage	Financement immobilier
<b>I - DONNEES DE BASE</b>						
<b>1 L'effectif au 31.12.2006</b>	<b>19 278</b>	<b>6 049</b>	<b>5 402</b>	<b>3 558</b>	<b>2 644</b>	<b>1 625</b>
- Salariés titulaires d'un CDD	1 180	306	574	147	108	45
- Salariés titulaires d'un CDI	17 949	5 677	4 814	3 394	2 498	1 566
- Autres types de contrats (1)	149	66	14	17	38	14
<b>2 Les entrées du 1.1.2007 au 31.12.2007</b>	<b>6 225</b>	<b>1 896</b>	<b>2 744</b>	<b>771</b>	<b>482</b>	<b>332</b>
- Par CDD	2 242	547	1 330	175	138	52
- Par CDI	2 164	826	332	546	268	192
- Autres types de contrats (1)	1 819	523	1 082	50	76	88
<b>3 Les sorties du 1.1.2007 au 31.12.2007</b>	<b>5 479</b>	<b>1 471</b>	<b>2 514</b>	<b>594</b>	<b>479</b>	<b>421</b>
- Pour fin de CDD	1 890	458	1 087	160	124	61
- Pour fin de CDI	1 896	577	388	392	272	267
. Démission	956	299	202	236	139	80
. Licenciement(s) pour motif économique	41	17	0	7	1	16
. Licenciement(s) pour autre(s) motif(s)	270	100	79	37	40	14
. Mise et/ou départ en retraite ou préretraite	123	29	9	27	18	40
. Autres causes de fin de CDI (2)	506	132	98	85	74	117
- Pour fin d'autres types de contrats (1)	1 693	436	1 039	42	83	93
Salariés non-cadres promus cadres au cours de 2007	223	89	63	32	9	30
<b>4 L'effectif au 31.12.2007</b>	<b>20 024</b>	<b>6 474</b>	<b>5 632</b>	<b>3 735</b>	<b>2 647</b>	<b>1 536</b>
- Salariés titulaires d'un CDD	1 145	335	531	133	111	35
- Salariés titulaires d'un CDI	18 615	5 993	5 044	3 577	2 509	1 492
- Autres types de contrats (1)	264	146	57	25	27	9
Transformations de CDD en CDI au cours de 2007	387	60	286	29	11	1

\* Prestataires de services d'investissement.

(1) Salariés titulaires d'un contrat de travail temporaire (intérimaires).

(2) Décès, mutations intra-groupes (hors secteur ASF) ...

## Annexe 6 (suite)

## Les flux d'effectifs en 2007

(analyse selon l'activité dominante de la société)

ENSEMBLE  
DES  
SOCIETESFinancement  
de  
l'équipementCrédits  
renouvelablesPSI\*  
et autres  
activités diverses

Affacturage

Financement  
immobilier

## II - ELEMENTS D'ANALYSE

## 1 L'analyse structurelle

<b>Nombre de sociétés ayant du personnel en propre</b>	<b>86</b>	27	4	35	10	10
<i>Nombre de sociétés ayant une part de leur personnel détaché</i>	9	1	0	4	2	2
<i>Nombre de ces salariés détachés (1)</i>	114	1	0	94	10	9
<b>Effectif moyen (personnel en propre) / société au 31.12.2007</b>	<b>233</b>	240	1408	107	265	154
Proportion d'hommes au 31.12.2006	38,8%	40,0%	30,6%	49,0%	42,7%	32,7%
<b>Proportion d'hommes au 31.12.2007</b>	<b>38,9%</b>	39,6%	30,8%	49,7%	42,9%	32,1%
Proportion de femmes au 31.12.2006	61,2%	60,0%	69,4%	51,0%	57,3%	67,3%
<b>Proportion de femmes au 31.12.2007</b>	<b>61,1%</b>	60,4%	69,2%	50,3%	57,1%	67,9%
Variation de la proportion de femmes en 2007	-0,1%	+0,4%	-0,2%	-0,7%	-0,2%	+0,6%
Proportion de cadres au 31.12.2006	45,1%	47,4%	31,6%	64,6%	43,1%	42,1%
<b>Proportion de cadres au 31.12.2007</b>	<b>46,0%</b>	47,8%	31,9%	66,9%	43,6%	43,6%
Variation de la proportion de cadres en 2007	+0,9%	+0,4%	+0,3%	+2,3%	+0,5%	+1,5%
Part des non-cadres promus cadres en 2007 (% des non-C)	<b>2,0%</b>	2,6%	1,6%	2,5%	0,6%	3,3%
Taux de CDD au 31.12.2006	6,1%	5,1%	10,6%	4,1%	4,1%	2,8%
<b>Taux de CDD au 31.12.2007</b>	<b>5,7%</b>	5,2%	9,4%	3,6%	4,2%	2,3%
Variation du taux de CDD en 2007	-0,4%	+0,1%	-1,2%	-0,6%	0,1%	-0,5%
Part des CDD transformés en CDI en 2007	<b>25,3%</b>	15,2%	35,0%	17,9%	9,0%	2,8%

## 2 L'analyse des flux

<b>Variation de l'effectif total 2007/2006</b>	<b>+3,9%</b>	<b>+7,0%</b>	<b>+4,3%</b>	<b>+5,0%</b>	<b>+0,1%</b>	<b>-5,5%</b>
Variation de l'effectif CDI seul 2007/2006	+3,7%	+5,6%	+4,8%	+5,4%	+0,4%	-4,7%
<b>Part des licenciements économiques (% des sorties CDI)</b>	<b>2,2%</b>	2,9%	0,0%	1,8%	0,4%	6,0%
<b>Sociétés dont l'effectif a été stable en 2007</b>	<b>13</b>	1	0	8	1	3
<i>Proportion du total</i>	<b>15,1%</b>	3,7%	-	22,9%	10,0%	30,0%
<b>Sociétés dont l'effectif a été en hausse en 2007</b>	<b>49</b>	20	4	16	6	3
<i>Nombre de sociétés</i>	<b>49</b>	20	4	16	6	3
<i>Proportion du total</i>	<b>57,0%</b>	74,1%	100,0%	45,7%	60,0%	30,0%
<i>Taux d'évolution moyen</i>	<b>+7,2%</b>	+10,6%	+4,3%	+7,5%	+6,8%	+23,1%
<b>Sociétés dont l'effectif a été en baisse en 2007</b>	<b>24</b>	6	0	11	3	4
<i>Nombre de sociétés</i>	<b>24</b>	6	0	11	3	4
<i>Proportion du total</i>	<b>27,9%</b>	22,2%	0,0%	31,4%	30,0%	40,0%
<i>Taux d'évolution moyen</i>	<b>-3,4%</b>	-1,4%	-	-5,3%	-2,2%	-6,5%

\* Prestataires de services d'investissement.

(1) Salariés hors champ d'application de la convention collective des sociétés financières.

## Annexe 7

## La formation professionnelle continue en 2007\*

Analyse selon  
l'effectif de la société

	ENSEMBLE DES SOCIÉTÉS		Sociétés de 500 salariés et plus		Sociétés de 50 à 499 salariés		Sociétés de moins de 50 salariés	
	En 2007	2007/2006	En 2007	2007/2006	En 2007	2007/2006	En 2007	2007/2006
<b>I - Le plan de formation</b>								
. L'effort de formation : les moyens financiers de la formation								
. Dépenses de formation en % de la masse salariale								
	3,00%	-0,25	3,17%	-0,29	2,60%	-0,15	1,85%	0,28
. L'effort de formation : les bénéficiaires de la formation								
. Effectif total au 31 décembre								
	17 405	3,9%	13 436	4,0%	3 494	3,4%	475	4,9%
. Nombre de stagiaires								
	12 499	3,4%	9 842	1,8%	2 361	7,6%	296	28,1%
. Taux de stagiaires : total des stagiaires en % de l'effectif total								
	71,8%	-0,4	73,3%	-1,6	67,6%	2,6	62,3%	11,3
. Taux de stagiaires selon le sexe : stagiaires hommes en % de l'effectif hommes								
	71,9%	-0,7	74,3%	-1,5	65,4%	0,6	59,3%	10,5
. Taux de stagiaires selon le sexe : stagiaires femmes en % de l'effectif femmes								
	71,8%	-0,2	72,6%	-1,6	69,1%	4,0	64,9%	12,1
. Taux de stagiaires selon la qualification : stagiaires cadres en % de l'effectif cadres								
	71,9%	0,0	74,4%	-0,2	65,5%	-0,5	62,3%	6,9
. Taux de stagiaires selon la qualification : stagiaires non-cadres en % de l'effectif non-cadres								
	71,8%	-0,6	72,4%	-2,6	70,0%	6,1	62,3%	17,7
. Composition des stagiaires selon le sexe : stagiaires hommes pour 100 stagiaires								
	38,7%	0,1	38,3%	0,2	39,7%	-0,5	43,2%	0,4
. Composition des stagiaires selon le sexe : stagiaires femmes pour 100 stagiaires								
	61,3%	-0,1	61,7%	-0,2	60,3%	0,5	56,8%	-0,4
. Composition des stagiaires selon la qualification : stagiaires cadres pour 100 stagiaires								
	45,5%	1,3	43,3%	1,7	52,3%	-0,9	61,5%	-3,0
. Composition des stagiaires selon la qualification : stagiaires non-cadres pour 100 stagiaires								
	54,5%	-1,3	56,7%	-1,7	47,7%	0,9	38,5%	3,0
. Le contenu et la réalisation de la formation : composition des stages								
. Total (nombre d'heures-stagiaires)								
	354 284	-3,1%	282 978	-3,4%	62 100	-4,1%	9 206	12,3%
. Informatique et bureautique								
	10,0%	1,8	10,0%	1,9	10,0%	1,3	13,0%	3,4
. Formations directement liées à l'activité de la société								
	45,5%	-4,5	45,6%	-5,4	45,9%	-0,9	36,9%	0,7
. Formation générale comptable, économique, fiscale et juridique								
	6,5%	-0,4	4,9%	0,0	12,7%	-1,9	15,1%	-2,8
. Autres formations générales (expression, communication, langues vivantes ...)								
	26,0%	2,8	25,8%	3,3	25,6%	0,8	33,5%	0,5
. Divers								
	12,0%	0,2	13,7%	0,2	5,8%	0,7	1,6%	-1,9
. Le contenu et la réalisation de la formation : nombre total de stages réalisés								
	35 284	7,1%	29 472	6,6%	5 286	8,3%	526	27,7%
. Durée moyenne des stages (en heures)								
	10,04	-9,6%	9,60	-9,4%	11,75	-11,5%	17,50	-12,1%
<b>II - L'exercice du droit individuel à la formation (DIF)</b>								
. Sociétés où une demande de DIF a été présentée (en % du nombre total de sociétés)								
	69,0%	15,5	100%	9,1	83%	25,0	39%	8,7
. Demandes de DIF présentées par des salariés (en % du nombre total de salariés)								
	8,5%	5,8	8,3%	5,7	8,8%	6,1	11,4%	5,2
. Nombre de demandes acceptées (en % du nombre total de demandes)								
	90,7%	-5,1	90,0%	-5,3	91,9%	-4,9	100,0%	0,0
. Dont % de demandes correspondant à des stages figurant au plan de formation								
	61,2%	21,1	58,1%	32,3	68,9%	-7,5	79,6%	-9,7
. Nombre de demandes reportées (en % du nombre total de demandes)								
	5,3%	4,7	5,5%	4,7	5,5%	5,5		
. Nombre de non-accords (en % du nombre total de demandes)								
	3,9%	0,4	4,5%	0,6	2,6%	-0,7		

\* Données établies sur la base d'un échantillon de 58 établissements regroupant environ 70% de l'effectif total de la profession.

## Annexe 8

## La formation professionnelle continue en 2007

 Analyse selon  
l'activité dominante de la société

	ENSEMBLE DES SOCIETES		Financement de l'équipement		Crédits renouvelables		PSI* et autres activités diverses		Affacturage		Financement immobilier	
	En 2007	2007/2006	En 2007	2007/2006	En 2007	2007/2006	En 2007	2007/2006	En 2007	2007/2006	En 2007	2007/2006
<b>I - Le plan de formation</b>												
. L'effort de formation : les moyens financiers de la formation												
. Dépenses de formation en % de la masse salariale	3,00%	-0,25	3,52%	0,15	4,19%	-0,62	1,59%	0,08	2,94%	0,28	3,56%	-2,47
. L'effort de formation : les bénéficiaires de la formation												
. Effectif total au 31 décembre	17 405	3,9%	5 434	3,2%	5 525	5,1%	2 784	8,9%	2 238	1,0%	1 424	-2,3%
. Nombre de stagiaires	12 499	3,4%	3 666	12,1%	4 477	-1,4%	1 808	3,6%	1 562	10,3%	986	-11,7%
. Taux de stagiaires : total des stagiaires en % de l'effectif total	71,8%	-0,4	67,5%	+5,3	81,0%	-5,4	64,9%	-3,3	69,8%	+5,9	69,2%	-7,4
. Taux de stagiaires selon le sexe : stagiaires hommes en % de l'effectif hommes	71,9%	-0,7	69,8%	5,9	82,2%	-4,7	62,2%	-3,9	73,6%	8,0	70,5%	-21,8
. Taux de stagiaires selon le sexe : stagiaires femmes en % de l'effectif femmes	71,8%	-0,2	66,0%	4,9	80,5%	-5,7	68,0%	-2,7	67,1%	4,4	68,6%	0,1
. Taux de stagiaires selon la qualification : stagiaires cadres en % de l'effectif cadres	71,9%	0,0	73,4%	4,0	75,5%	-5,3	62,6%	-5,5	84,2%	18,5	65,5%	-13,2
. Taux de stagiaires selon la qualification : stagiaires non-cadres en % de l'effectif non-cadres	71,8%	-0,6	62,4%	6,3	83,7%	-5,3	71,0%	2,2	58,2%	-4,3	72,2%	-2,9
. Composition des stagiaires selon le sexe : stagiaires hommes pour 100 stagiaires	38,7%	0,1	40,8%	0,5	31,7%	0,5	50,1%	0,0	44,2%	1,7	33,3%	-7,7
. Composition des stagiaires selon le sexe : stagiaires femmes pour 100 stagiaires	61,3%	-0,1	59,2%	-0,5	68,3%	-0,5	49,9%	0,0	55,8%	-1,7	66,7%	7,7
. Composition des stagiaires selon la qualification : stagiaires cadres pour 100 stagiaires	45,5%	1,3	50,2%	-0,7	29,8%	0,4	69,4%	-0,1	53,8%	8,6	41,6%	-2,0
. Composition des stagiaires selon la qualification : stagiaires non-cadres pour 100 stagiaires	54,5%	-1,3	49,8%	0,7	70,2%	-0,4	30,6%	0,1	46,2%	-8,6	58,4%	2,0
. Le contenu et la réalisation de la formation : composition des stages												
. Total (nombre d'heures-stagiaires)	354 284	-3,1%	98 613	7,3%	138 210	-11,3%	47 650	9,2%	32 993	5,7%	36 818	-14,7%
. Informatique et bureautique	10,0%	1,8	14,2%	-2,5	9,1%	2,7	8,5%	2,7	14,8%	7,7	0,1%	-0,1
. Formations directement liées à l'activité de la société	45,5%	-4,5	35,5%	2,9	53,4%	-7,2	40,7%	1,0	14,6%	-5,7	75,9%	-3,9
. Formation générale comptable, économique, fiscale et juridique	6,5%	-0,4	10,5%	-0,4	2,5%	-1,3	9,1%	2,3	14,7%	-5,6	0,2%	0,0
. Autres formations générales (expression, communication, langues vivantes ...)	26,0%	2,8	33,1%	3,7	14,6%	1,4	37,8%	0,4	40,4%	-2,4	21,7%	4,1
. Divers	12,0%	0,2	6,6%	-3,7	20,3%	4,3	3,8%	-6,3	15,5%	5,9	2,1%	-0,1
. Le contenu et la réalisation de la formation : nombre total de stages réalisés	35 284	7,1%	7 991	10,4%	17 430	6,6%	3 296	0,4%	4 644	7,9%	1 923	10,0%
. Durée moyenne des stages (en heures)	10,0	-9,6%	12,3	-2,8%	7,9	-16,8%	14,5	8,8%	7,1	-2,1%	19,1	-22,5%
<b>II - L'exercice du droit individuel à la formation (DIF)</b>												
. Sociétés où une demande de DIF a été présentée (en % du nombre total de sociétés)	69,0%	15,5	69,6%	13,0	100,0%	0,0	68,4%	26,3	55,6%	11,1	75,0%	0,0
. Demandes de DIF présentées par des salariés (en % du nombre total de salariés)	8,5%	5,8	10,9%	9,5	9,8%	5,5	9,3%	5,4	2,0%	-0,4	3,0%	2,5
. Nombre de demandes acceptées (en % du nombre total de demandes)	90,7%	-5,1	90,7%	1,4	86,6%	-9,3	96,9%	-1,1	95,6%	-4,4	100,0%	0,0
. Dont % de demandes correspondant à des stages figurant au plan de formation	61,2%	21,1	82,9%	9,8	57,4%	31,6	30,3%	-9,9	41,9%	-17,4	30,2%	17,7
. Nombre de demandes reportées (en % du nombre total de demandes)	5,3%	4,7	2,9%	0,2	10,6%	10,6	1,9%	0,9				
. Nombre de non-accords (en % du nombre total de demandes)	3,9%	0,4	6,4%	-1,6	2,8%	-1,3	1,2%	0,1	4,4%	4,4		

\* Prestataires de services d'investissement.

